



GRANDIR EN AMÉRIQUE DU NORD :
LE BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE *des* ENFANTS
au Canada, aux États-Unis et au Mexique



UNE SENSIBILISATION PARTAGÉE

CE QUI ARRIVE AUX ENFANTS NOUS AFFECTE TOUS. Si nos enfants ne peuvent se développer, nos sociétés ne pourront se développer. Les décideurs, publics et privés, doivent prendre en considération le bien-être des enfants en poursuivant le développement social et économique. **TOUS LES ENFANTS DOIVENT ÊTRE INCLUS DANS LE PROGRÈS SOCIAL ET ÉCONOMIQUE.** Tous les enfants doivent être préparés à affronter l'avenir. Certains groupes d'enfants et de familles ne réussissent pas aussi bien que d'autres dans le contexte de la nouvelle économie mondiale axée sur le savoir. Il faut tenir compte des disparités qui freinent le développement sain des enfants dans le présent et limitent leur chance d'épanouissement dans l'avenir. **LES ENFANTS VIVENT LE CHANGEMENT DANS ET PAR DE MULTIPLES CONTEXTES.** Les enfants sont affectés par tous les environnements dans lesquels ils vivent. La famille est le premier cercle qui entoure l'enfant. Au-delà de la famille se trouve la communauté qui a un rôle à jouer dans le développement de l'enfant. Et les cercles s'agrandissent pour inclure les contextes régionaux, nationaux et internationaux. **LES DROITS FONDAMENTAUX DE LA PERSONNE S'APPLIQUENT AUSSI AUX ENFANTS.** Les enfants ont des droits économiques, sociaux et culturels, aussi bien que civils et politiques. Les enfants ont le droit de participer et d'exprimer leurs perceptions et leurs aspirations. Les enfants doivent s'attendre à ce que la société les protège de l'exploitation et des abus. Ils doivent aussi pouvoir s'attendre à ce que la société leur assure un développement sain, au-delà de la simple survie. **LES CONNAISSANCES SUR LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS DOIVENT NOUS INCITER À AGIR.** Faire le suivi du bien-être des enfants partout en Amérique du Nord et en rendre compte nous aide à mieux comprendre les diverses expériences de l'enfance dans différents contextes. Mais le suivi n'est pas une fin en soi. Son but est de souligner nos succès et nos défis. Les deux peuvent aider à stimuler le changement.

PARTENAIRES DU PROJET

La [Annie E. Casey Foundation](http://www.aecf.org) est un organisme caritatif privé qui se consacre à appuyer le développement d'un meilleur avenir pour les enfants défavorisés aux États-Unis. La principale mission de cette fondation consiste à encourager les politiques publiques, les réformes des services à la personne et les soutiens communautaires qui répondent le plus efficacement aux besoins actuels des enfants et des familles vulnérables. Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez www.aecf.org.

Le [Conseil canadien de développement social](http://www.ccsd.ca) est un porte-parole des plus respectés au Canada, qui plaide en faveur d'une meilleure sécurité sociale et économique pour tous les Canadiens. Le CCDS est un organisme national autonome à base de membres dont le principal produit est l'information et la principale activité est la recherche qui sont axés sur des enjeux tels que le bien-être des enfants et des familles, la sécurité économique, l'emploi, la pauvreté et les politiques sociales des gouvernements. Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez www.ccsd.ca.

[Red por los Derechos de la Infancia en México](http://www.derechosinfancia.org.mx) (Réseau des droits des enfants du Mexique) est le regroupement de plus de soixante organisations et réseaux civils au Mexique qui élaborent des programmes pour appuyer les enfants mexicains qui se trouvent dans des situations vulnérables. Afin de réaliser sa mission qui consiste à faire en sorte que les enfants et les adolescents connaissent et exercent leurs droits et en bénéficient, le Réseau favorise un mouvement social et culturel pour promouvoir les droits des enfants, plaide pour des cadres juridiques et des politiques publiques équitables, et renforce la capacité des organisations civiles mexicaines qui se consacrent aux enfants. Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez www.derechosinfancia.org.mx.

Le [Population Reference Bureau](http://www.prb.org) offre des renseignements aux gens partout dans le monde sur la population, la santé et l'environnement, et leur donne la possibilité d'utiliser ces renseignements pour faire progresser le bien-être de la présente génération et des générations futures. Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez www.prb.org.

GRANDIR EN AMÉRIQUE DU NORD : LE BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE
DES ENFANTS AU CANADA, AUX ÉTATS-UNIS ET AU MEXIQUE



Le projet sur les enfants en Amérique du Nord vise à mettre en lumière les conditions de vie et le bien-être des enfants et des jeunes du Canada, du Mexique et des États-Unis. Grâce à une série de rapports sur les indicateurs, le projet aspire à nous aider à mieux comprendre le niveau de réussite de nos enfants, de même que les possibilités et les défis qu'ils doivent affronter en considérant leur avenir.

4	Préface
6	Sommaire
10	Comment les enfants et leur famille se débrouillent-ils?
24	Les déterminants du bien-être économique
48	Conclusion
51	Notes en fin d'ouvrage/Remerciements

Préface

Des représentants du Conseil canadien de développement social, de Red por los Derechos de la Infancia en México (Réseau des droits des enfants du Mexique), et de l'Annie E. Casey Foundation se sont réunis pour créer le *Projet sur les enfants en Amérique du Nord* à cause de leur intérêt commun pour le bien-être des enfants. Nous reconnaissons que le Canada, le Mexique et les États-Unis partagent des liens et des défis concernant la nécessité de s'assurer que nos enfants grandissent en santé, et pas seulement à cause de la géographie, mais aussi à cause de l'interaction économique, sociale et culturelle grandissante.

Il y a des différences énormes dans les possibilités qui s'offrent aux enfants au sein de leur pays et dans l'ensemble des pays. Ces différences ont des conséquences importantes sur leur bien-être actuel de même que sur le degré auquel ils seront équipés et préparés à affronter l'avenir. Notre objectif est de sensibiliser les gens aux enfants du continent, aux groupes qui réussissent et à ceux qui luttent pour se tailler une place dans le monde.

Sachant que les données peuvent être un outil puissant pour accroître la sensibilisation et mener à des mesures pouvant bénéficier aux enfants et renforcer les familles, un partenariat transnational a pris naissance. Cette collaboration a mené au premier projet trinational de l'histoire sur le bien-être des enfants. Les trois pays suivent la situation des enfants et des jeunes de diverses manières, mais en majeure partie, le travail qui se fait est axé sur ce qui se passe au sein de chaque pays. Ce projet élargit l'objectif.

Le *Projet sur les enfants en Amérique du Nord* s'efforce de créer un portrait social et économique des enfants en Amérique du Nord en soulignant les différentes dimensions du bien-être d'un enfant dans le contexte d'environnements changeants au sein desquels les enfants et leur famille vivent. Le premier rapport du projet, *Grandir en Amérique du Nord : Le bien-être des enfants au Canada, aux États-Unis et au Mexique* présentait un profil démographique de base des enfants de la région. Le rapport présentait également les trois différentes dimensions du bien-être d'un enfant à prendre en considération dans cette série—la santé et la sécurité et la sécurité économique.

Puisant dans une variété de sources nationales et internationales, le projet vise à documenter comment les enfants réussissent dans chaque pays et dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, à élaborer une base de référence par rapport à laquelle il sera possible de mesurer leur bien-être et d'en faire le suivi au fil du temps, et à créer la capacité interne et collective des trois pays de continuer le travail important de mesure et de suivi du bien-être des enfants.



Sommaire

6

LA SÉCURITÉ
ÉCONOMIQUE EST
UNE CONDITION
PRÉALABLE
ESSENTIELLE AU
DÉVELOPPEMENT
SAIN DES ENFANTS
ET DES JEUNES.

LES ENFANTS DANS UN MONDE CHANGEANT

La mondialisation est en voie de changer le paysage de l'enfance, ici en Amérique du Nord et autour du monde. Ce changement entraîne d'ailleurs l'intégration économique, sociale et culturelle de l'Amérique du Nord.

La croissance régionale du commerce, de l'investissement et de la migration influence la vie des enfants et leurs perspectives d'avenir en modifiant leur situation économique et la structure des familles et des communautés. De plus, l'augmentation des liens économiques—auxquels s'ajoutent le tourisme et les améliorations technologiques en communication—mène à une plus grande interaction sociale entre les gens et une plus grande possibilité d'échange d'idées et de valeurs. De la musique à la nourriture, de la télévision à Internet, les enfants sont maintenant exposés à des influences culturelles provenant d'autres pays d'une façon jamais vécue auparavant.

C'est contre cette toile de fond de transformation économique, sociale et culturelle que le *Projet sur les enfants en Amérique du Nord* examine le bien-être des enfants partout sur le continent. Il y a environ 120 millions d'enfants de moins de 18 ans en Amérique du Nord—73 millions aux États-Unis, 38 millions au Mexique et 7 millions au Canada. Ils représentent plus du quart des 432 millions de personnes qui vivent sur le continent.

Ce rapport examine la sécurité économique des enfants partout en Amérique du Nord. La situation économique d'une famille est clairement liée au bien-être présent et futur des enfants selon les mesures d'une foule d'indicateurs—la survie physique, le logement adéquat et les aliments nourrissants étant les plus évidents. La sécurité économique est une condition préalable essentielle au développement sain des enfants et des jeunes. Par contre, la pauvreté, la défavorisation et la privation de possibilités au cours des premières années de la vie sont liées à une variété de résultats négatifs bien catalogués chez les enfants individuellement, dans leur famille et dans leur collectivité¹.

L'intégration régionale est une réalité de longue date en Amérique du Nord, certainement entre le Canada et les États-Unis et entre le Mexique et les États-Unis. Plus récemment, ces liens sont devenus plus forts grâce à l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994. Bien que l'intégration soit un facteur façonnant les possibilités économiques des enfants et de leur famille en Amérique du Nord, il s'agit d'un facteur important qu'il faut prendre en considération. Où se situent les enfants économiquement dans chaque pays? Les enfants font-ils des progrès? De quelle façon la démographie, le marché du travail et les tendances des gouvernements changeants agissent-ils sur le bien-être des enfants? Existe-t-il des similarités et des différences entre les expériences des enfants canadiens, mexicains et américains—en particulier à la lumière de l'intensification de l'intégration économique?

Dans le domaine du développement économique, les trois pays partent de points différents et leurs mesures du bien-être des enfants reflètent nécessairement leurs différentes préoccupations et priorités. Il s'ensuit que toute analyse des besoins en matière de bien-être des enfants doit tenir compte du contexte économique de chaque pays. L'Amérique du Nord est une région très riche, représentant à peu près le quart de la production mondiale chaque année. Cependant, l'économie américaine est environ dix fois la taille de celle du Canada et du Mexique. Il y a de plus des différences importantes dans la moyenne du PIB per capita des Canadiens, des Mexicains et des Américains qui sont évidentes depuis de nombreuses années. En 2005, l'année la plus récente sur laquelle nous avons des données, la moyenne du revenu per capita était de 1,2 fois plus élevée aux États-Unis qu'au Canada et presque quatre fois plus élevée que celle du Mexique.

Ce rapport analyse un éventail de mesures du bien-être économique des enfants, dont le revenu de la famille et l'accès à des matières de base tels que le logement et les soins de santé. Le rapport examine également les déterminants du bien-être économique des enfants au Canada, aux États-Unis et au Mexique en utilisant des indicateurs portant sur les tendances sociales et démographiques, sur le marché du travail et sur le revenu familial, de même que l'étendue des ressources publiques disponibles pour améliorer la sécurité économique des familles qui ont des enfants.

Nos résultats révèlent qu'il existe des disparités énormes dans le bien-être économique des enfants partout en Amérique du Nord, *entre les pays* et à *l'intérieur des trois pays*. La polarisation des possibilités est une des caractéristiques déterminantes de l'économie des trois pays. Alors même que les économies nationales se sont redressées après les crises économiques du début et du milieu des années 1990 et que le niveau de la pauvreté chez les enfants a commencé à baisser, les familles au haut de l'échelle des revenus ont continué à devancer le reste des familles, et les revenus au bas de l'échelle ont stagné ou ont chuté, comme ce fut le cas au Mexique. Bien que la majorité des enfants grandissant aux États-Unis et au Canada jouissent d'un niveau de sécurité économique auquel des millions d'enfants mexicains n'ont pas accès, le modèle d'inégalité du revenu était commun dans chaque pays.

Certains secteurs économiques et certaines régions géographiques ont profité de l'intégration économique, alors que cette intégration a sapé la viabilité ailleurs, affectant directement ou indirectement les possibilités d'emploi et le revenu du ménage de millions de familles. Au Mexique par exemple, la libéralisation du secteur de l'agriculture a mené à l'effondrement des économies locales et a entraîné la migration de millions de gens vers les États-Unis au cours des 15 dernières années.

À mesure que les pressions de l'intégration augmentent, au sein de la région de l'Amérique du Nord et avec d'autres pays tels que la Chine, plus de renseignements sont requis sur la façon dont ces changements fondamentaux affectent l'environnement immédiat des enfants. Plus précisément, il faut en apprendre beaucoup plus sur la meilleure manière de favoriser la sécurité économique des enfants et de leur famille—afin de s'assurer qu'aucun enfant n'est oublié et que tous les enfants peuvent partager les avantages de la prospérité économique présentement et dans l'avenir.

NOS RÉSULTATS
RÉVÈLENT QU'IL
EXISTE DES
DISPARITÉS ÉNORMES
DANS LE BIEN-ÊTRE
ÉCONOMIQUE DES
ENFANTS PARTOUT EN
AMÉRIQUE DU NORD,
ENTRE LES PAYS ET À
L'INTÉRIEUR DES
TROIS PAYS.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Bien-être économique

- Les niveaux de pauvreté chez les enfants en Amérique du Nord sont élevés comparativement à d'autres pays développés.
- Il y a eu une légère réduction de l'écart de la pauvreté chez les enfants au Canada et au Mexique. Aux États-Unis par contre, malgré une baisse du niveau de pauvreté chez les enfants, l'écart entre le revenu moyen des familles pauvres ayant des enfants et le seuil de la pauvreté s'est accentué.
- Le risque de pauvreté n'est pas égal : il existe des disparités importantes selon le sexe, la région, les handicaps, l'identité ethnoraciale et le statut d'autochtone.
- L'insécurité alimentaire est un problème partout sur le continent, plus particulièrement au Mexique où un ménage sur cinq n'a pas les ressources nécessaires pour acheter des aliments sains et nourrissants pour leur famille.
- L'accès aux soins de santé est un enjeu critique pour les enfants aux États-Unis et au Mexique : un grand nombre d'entre eux sont obligés de se passer de traitement à cause du faible revenu de leur famille.
- La disponibilité de logements à prix abordables est un facteur significatif contribuant aux niveaux élevés de pauvreté au Canada et aux États-Unis. Au Mexique, les préoccupations se sont centrées sur les conditions de logement; à cet effet, les années 1990 ont marqué une amélioration pour les familles ayant des enfants.
- Une majorité des Nord-Américains indiquent qu'ils sont un peu ou très satisfaits de leur situation économique, bien que la proportion ayant indiqué qu'ils sont insatisfaits ait augmenté pendant les années 1990.
- La moitié des répondants au Canada et aux États-Unis et un tiers des Mexicains croient que leurs enfants feront face à une situation économique pire qu'à l'heure actuelle.



Déterminants du bien-être économique

- Bien que la plupart des enfants vivent dans une famille biparentale, les familles monoparentales et les familles reconstituées sont de plus en plus répandues. Ces familles font face à des niveaux d'insécurité économique plus élevés.
- Le niveau d'instruction des mères et des pères augmente récemment dans chaque pays; par contre, une majorité massive d'enfants mexicains continuent de vivre dans des ménages dont les parents ont de faibles niveaux d'instruction.
- La croissance de l'emploi a été solide vers la fin des années 1990 partout sur le continent, bien que les taux se soient stabilisés, notamment aux États-Unis et au Mexique.
- Il y a eu une croissance du revenu familial au cours des années 1990 aux États-Unis et au Canada. Par la suite, les revenus moyens aux États-Unis ont chuté alors que ceux du Canada ont continué d'augmenter petit à petit.
- Les augmentations au Mexique à la suite de la crise du peso en 1994–1995 n'ont pas complètement contrebalancé les pertes importantes dans les revenus familiaux déclenchées par cette récession. Les familles mexicaines s'efforcent encore de rattraper le terrain perdu.
- Il y a des signes d'une inégalité croissante du revenu chez les familles ayant des enfants par rapport à la croissance du revenu national, particulièrement aux États-Unis et au Canada. Le Mexique a fait très peu de progrès dans la réduction des taux d'inégalité très élevés.
- Le Canada et les États-Unis ont des systèmes de soutien du revenu plus solides pour les familles ayant des enfants que le Mexique. Ces types de soutien sont importants pour atténuer l'impact négatif des développements du marché et du travail afin de protéger les enfants contre la pauvreté.
- Le système de soutien du revenu des familles au Canada réduit plus efficacement les niveaux de pauvreté chez les enfants que le soutien du revenu offert aux États-Unis et au Mexique.

Note sur les données : Nous avons puisé surtout dans les sources internationales les plus récentes de données et dans les conclusions d'enquêtes comparables pour cette analyse. Nous reconnaissons qu'il est difficile de faire des comparaisons transnationales. Les sources de données nationales sont importantes à cet égard afin de confirmer les tendances évidentes dans l'analyse transnationale et d'offrir un contexte supplémentaire et/ou de combler des lacunes dans les données.

Comment les enfants et leur famille se débrouillent-ils?

Ce rapport est le premier du genre à examiner de près le bien-être économique des enfants et des familles partout en Amérique du Nord. Un ensemble d'indicateurs relativement restreint ne peut commencer à rendre justice à l'histoire économique complexe des enfants en Amérique du Nord—aux niveaux national ou infranational. Des tendances importantes sont cependant évidentes dans les conclusions du rapport qui révèlent à la fois les immenses possibilités et les disparités perturbantes qui façonnent la vie des enfants nord-américains.

Nous avons regroupé les indicateurs en deux principales sections. La première section étudie de quelle façon les enfants et les familles se débrouillent économiquement en nous fondant principalement sur des données comparatives de l'Étude sur le revenu du Luxembourg². La deuxième section examine les déterminants de la sécurité économique des enfants et ses trois sources de base : la famille, le marché du travail et le revenu, et le gouvernement. Nous examinons également le problème fondamental de l'inégalité et de son impact sur la vie des enfants et sur la région.

Même si le bien-être économique des enfants est lié directement à la situation économique des familles ou des ménages, nous nous sommes efforcés de choisir des indicateurs où l'enfant est l'unité d'analyse ou qui traitent des points de vue qu'ont les enfants de leur bien-être économique. Comme nous l'avons noté plus tôt, chaque pays part d'un point différent en évaluant le bien-être des enfants. Nous examinons donc les résultats en terme de progrès au sein des pays. En même temps, chaque pays partage des buts communs et des aspirations communes pour ses enfants. Nous croyons que la création d'un portrait régional des enfants nous aide à faire progresser la situation pour tous les enfants.

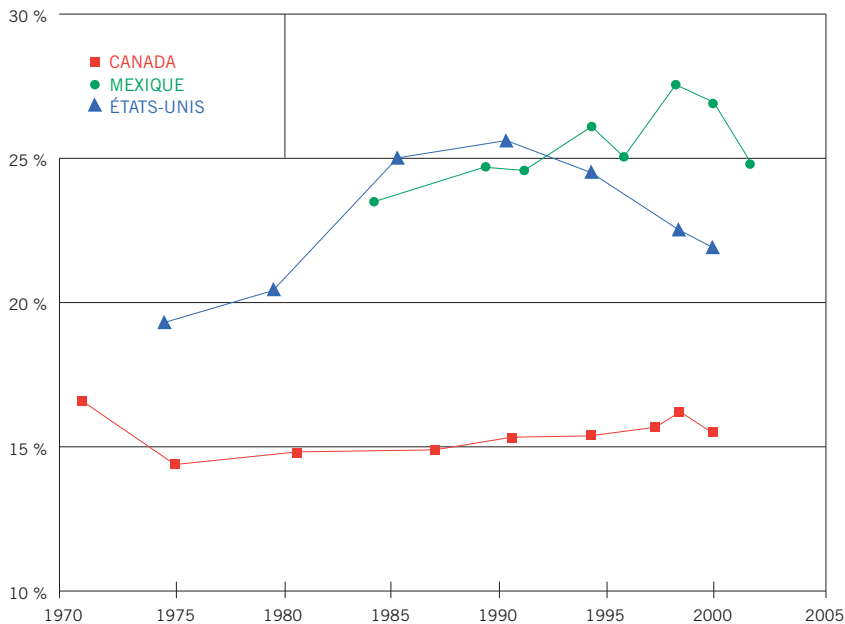
LA PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS

Des données probantes provenant d'un grand nombre de pays révèlent de manière persuasive et constante que les enfants élevés dans la pauvreté, même pendant de courtes périodes, feront plus probablement face à des défis considérables, d'une mauvaise santé à des difficultés d'apprentissage, à des niveaux plus élevés de faible revenu lorsqu'ils deviennent des adultes. Il est certain que tous les enfants élevés dans des ménages à faible revenu ne subissent pas ces conséquences. Mais il est tout de même vrai qu'en moyenne, les enfants qui grandissent dans la pauvreté subissent plus probablement « un désavantage net et démontrable » comparativement à leurs pairs qui ne sont pas pauvres³. Comme le rapport *La pauvreté des enfants dans les pays riches* de l'UNICEF conclut : « Le niveau de pauvreté chez les enfants demeure à lui seul l'indicateur le plus révélateur du bien-être des enfants⁴. »

Les niveaux de pauvreté chez les enfants en Amérique du Nord sont élevés comparative-ment à d'autres pays développés.

La figure ci-dessous montre le pourcentage des enfants grandissant dans une pauvreté relative au Canada, au Mexique et aux États-Unis, du début des années 1980 jusqu'en 2000, l'année la plus récente des données comparatives. Les pauvres sont définis ici comme étant ceux qui vivent dans des ménages où le *revenu disponible équivalent*^{5,6}, après les cotisations obligatoires et les impôts sur le revenu, est inférieur à 50 p. cent du *revenu moyen national*^{7,8}. En se fondant sur cette mesure, le taux de pauvreté chez les enfants était de 26,9 p. cent au Mexique et de 21,9 p. cent aux États-Unis en 2000, les taux les plus élevés parmi les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), une collaboration de pays membres qui ont en commun leur engagement envers les institutions démocratiques et l'économie du marché. Le taux de la pauvreté chez les enfants au Canada était de 15,5 p. cent en 2000⁹. Les pays ayant les meilleurs résultats (les quatre pays scandinaves) avaient des taux de pauvreté en dessous de 5 p. cent en 2000¹⁰.

LA PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS AU CANADA, AU MEXIQUE ET AUX ÉTATS-UNIS, AU FIL DU TEMPS



Note : L'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS). Principales données. La pauvreté est définie comme étant les ménages pauvres dont le revenu disponible est au-dessous du 50 % du revenu national médian.

LA DISPARITÉ
ÉCONOMIQUE ENTRE
LES ENFANTS DE
FAMILLES RICHES ET
CEUX VIVANT DANS
DES FAMILLES
PAUVRES OU À
REVENU MODESTE
EST UNE CARACTÉRIS-
TIQUE DÉTERMINANTE
DU CANADA, DU
MEXIQUE ET DES
ÉTATS-UNIS.

La bonne nouvelle est que le niveau de pauvreté chez les enfants aux États-Unis a baissé de plus de 2 points de pourcentage dans les années 1990, correspondant à l'augmentation du revenu chez les ménages à faible et moyen revenu à la fin de la décennie. La solidité de l'économie a contribué à une chute importante des niveaux de pauvreté à partir d'un niveau record au début des années 1990. Plus récemment, les niveaux de pauvreté chez les enfants a augmenté de nouveau après la récession de 2000–2001 et ils sont demeurés inchangés depuis 2003¹¹.

La figure à la page précédente montre que le niveau de pauvreté chez les enfants au Canada n'a presque pas changé de 1987 à 2000. Des mesures nationales plus pointues de la pauvreté ont cependant détecté une hausse de la pauvreté chez les enfants associée à la récession au début des années 1990 et une baisse subséquente de ce niveau vers la fin des années 1990. Depuis 2000, les niveaux de pauvreté chez les enfants au Canada sont demeurés aux niveaux d'avant la récession enregistrés à la fin des années 1980, malgré la croissance économique de 2000 à 2005¹².

Le niveau de pauvreté chez les enfants au Mexique a augmenté de deux points de pourcentage de 1989 à 1998, mais était revenu au niveau de 1989 en 2002 et continue de baisser depuis. Selon des sources de données nationales, le pourcentage de la population vivant dans « une pauvreté extrême » (les ménages qui n'ont pas les moyens d'acheter les aliments de base) et la proportion de personnes qui sont « modérément pauvres » (les ménages qui n'ont pas les moyens de se payer les aliments de base et les services de santé et d'éducation) est à la baisse depuis 1996 et se trouve maintenant aux niveaux d'avant la récession (1994–1995)¹³.

En examinant ces données comparatives, il est important de noter qu'elles ne comparent pas les niveaux de vie des enfants dans les trois pays. Bien que le taux et la profondeur de pauvreté aux États-Unis et au Canada réduisent les chances d'épanouissement de millions d'enfants—et bien que des foyers de pauvreté aiguë existent dans ces deux pays—le défi présenté par la pauvreté au Mexique est à une toute autre échelle. Un grand nombre d'enfants mexicains sont privés des nécessités fondamentales de la vie, vivant dans des logements inadéquats, sans eau courante, sans hygiène et sans électricité¹⁴. Un grand nombre d'enfants décrochent de l'école pour augmenter le revenu de leur famille. Il y a des enfants âgés de seulement six ans qui travaillent dans des champs agricoles des vallées de Mexicali, Sinaloa et Ensenada¹⁵.

Mary Jo Bane et Rene Zenteno soulignent ce point dans leur recherche sur la pauvreté en Amérique du Nord. Si on utilise la mesure officielle de la pauvreté aux États-Unis—une approche à la mesure de la pauvreté axée sur les forces du marché—le niveau de pauvreté chez tout le monde au Mexique est beaucoup plus élevé que si on utilise le seuil de la pauvreté qui se fonde sur la moitié du revenu médian national (85,2 p. cent comparativement à 21,6 p. cent en 2000)¹⁶. Les taux comparables aux États-Unis et au Canada étaient de 11,3 p. cent et 6,9 p. cent respectivement. Des différences significatives dans le niveau de vie et les disparités dans le pouvoir d'achat sont deux des raisons pour lesquelles il est important d'ajouter le revenu de base comme mesure de la pauvreté aux autres mesures du bien-être matériel.



La profondeur de la pauvreté a été légèrement réduite au Canada et au Mexique. Aux États-Unis par contre, malgré une baisse du niveau de pauvreté chez les enfants, l'écart entre les revenus moyens des familles pauvres ayant des enfants et le seuil de la pauvreté s'est élargi.

Le niveau de pauvreté chez les enfants est une des principales mesures du bien-être économique des enfants. Mais cette mesure ne révèle pas jusqu'où les enfants et leur famille tombent sous le seuil de la pauvreté—c'est-à-dire, la profondeur de leur pauvreté¹⁷. En effet, dans les trois pays, le revenu moyen des ménages pauvres est considérablement inférieure à la moyenne des revenus et des points de repère établis de la pauvreté dans chaque pays, comme le démontre la polarisation croissante du revenu. Malgré la reprise économique de la fin des années 1990 dans toute la région, l'écart du revenu entre les familles riches et pauvres s'est élargi, notamment aux États-Unis. La disparité économique entre les enfants de familles riches et ceux vivant dans des familles pauvres ou à revenu modeste est une caractéristique déterminante du Canada, du Mexique et des États-Unis.

Le tableau ci-dessous montre la profondeur de la pauvreté (ou l'écart de pauvreté) au Canada, au Mexique et aux États-Unis. Bien que les niveaux de pauvreté chez les enfants aient stagné au Canada, la moyenne du revenu disponible des pauvres a augmenté vers la fin de la décennie, comblant un peu l'écart de pauvreté. En 2000, la famille pauvre moyenne ayant des enfants au Canada aurait eu besoin de 2 809 \$ (PPA en \$US) pour atteindre le seuil de la pauvreté. L'écart de pauvreté des familles ayant des enfants a continué sa tendance vers le bas jusqu'en 2003

MOYENNE DE LA PROFONDEUR DE LA PAUVRETÉ, PAR PAYS
(PPA* EN \$US CONSTANTS)

TYPE DE MÉNAGE	CANADA		MEXIQUE		ÉTATS-UNIS	
	1991	2000	1992	2000	1991	2000
Tous les ménages	3 041 \$	3 555 \$	729 \$	672 \$	3 678 \$	4 104 \$
Familles d'âge actif ayant des enfants	2 956 \$	2 809 \$	705 \$	623 \$	3 850 \$	4 048 \$

Source : Calculs de l'auteur fondés sur les microdonnées de l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), années sélectionnées; harmonisation des sondages originaux effectuée par l'Étude sur le revenu du Luxembourg, asbl Luxembourg, mise à jour périodique.

Profondeur de la pauvreté : Différence entre le revenu équivalent moyen des ménages pauvres et 50 % du revenu médian national.

Seuil de la pauvreté : Pourcentage des enfants vivant dans des ménages dont le revenu disponible est inférieur à 50 % du revenu médian national.

Note : La conversion du peso est fondée sur les valeurs en décembre 2000. La conversion de la PPA est fondée sur la série de données chronologiques de l'OCDE à www.oecd.org/dataoecd/61/56/1876133.xls.

*PPA = Parité des pouvoirs d'achat.

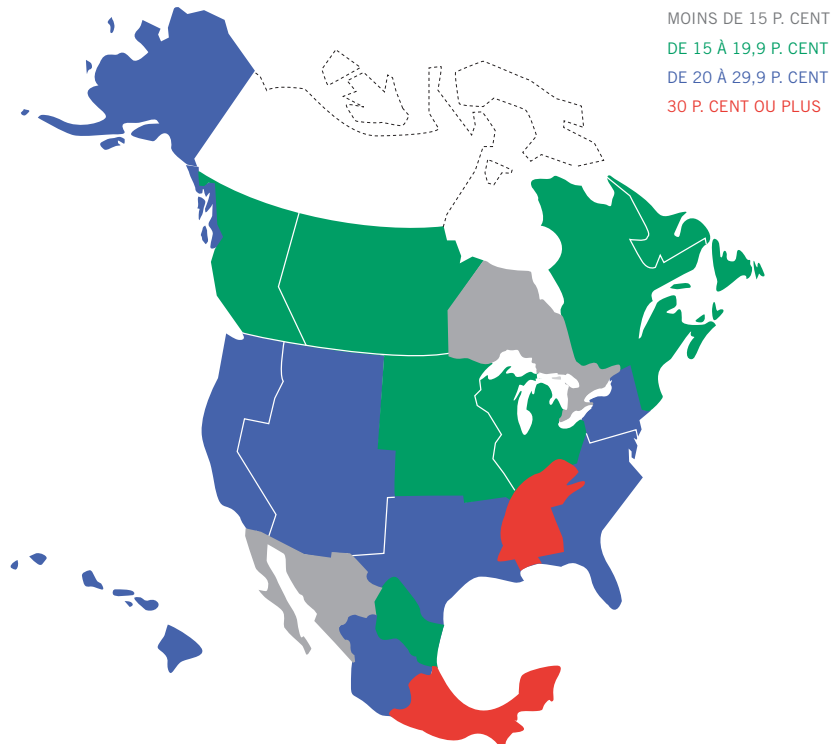
LE RISQUE DE PAUVRETÉ ET SES CONSÉQUENCES NÉGATIVES NE SONT PAS LES MÊMES POUR TOUS LES ENFANTS.

quand il a commencé de nouveau à augmenter¹⁸. Dans l'ensemble, bien que la profondeur de la pauvreté ait oscillé d'une année à l'autre, il y a eu peu de changements réels depuis les années 1980.

Les gains économiques au Mexique après la crise du peso en 1994–1995 ont également accéléré la baisse du niveau de pauvreté et la réduction de l'écart de pauvreté des familles mexicaines ayant des enfants. Dans l'ensemble, la profondeur de la pauvreté des familles ayant des enfants au Mexique est beaucoup moins grande qu'au Canada ou qu'aux États-Unis, reflétant les niveaux très bas du revenu moyen et médian des familles mexicaines.

POURCENTAGE D'ENFANTS VIVANT DANS DES MÉNAGES À FAIBLE REVENU, 2000
(MOINS DE 50 % DU REVENU NATIONAL MÉDIAN)

MOYENNE	CANADIENNE : 14,9 P. CENT	MEXICAINE : 26,9 P. CENT	AMÉRICAINNE : 21,9 P. CENT
---------	---------------------------	--------------------------	----------------------------



Source : Calculs de l'auteur fondés sur les microdonnées de l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), années sélectionnées; harmonisation des sondages originaux effectuée par l'Étude sur le revenu du Luxembourg, asbl Luxembourg, mise à jour périodique.

Seuil de la pauvreté : Pourcentage des enfants vivant dans des ménages dont le revenu disponible est inférieur à 50 % du revenu médian national.

--- Données insuffisantes pour les territoires du Nord du Canada.

En revanche, la tendance positive vers une réduction de la pauvreté chez les enfants aux États-Unis a été atténuée par un écart de pauvreté croissant parmi tous les ménages et les familles ayant des enfants. Il s'ensuit que, bien qu'il y ait moins d'enfants pauvres en 2000 qu'en 1991, ceux qui vivent dans des familles à faible revenu étaient plus pauvres. Dans ce contexte d'une économie solide, les enfants pauvres ont été encore plus oubliés. Le U.S. Census Bureau a également documenté cette tendance. Depuis 2000, l'écart de pauvreté des familles américaines ayant des enfants a augmenté de 4,3 p. cent¹⁹.

Le risque de pauvreté n'est pas égal : il existe des disparités significatives selon le sexe, la région, les handicaps, l'identité ethnoraciale et le statut d'autochtone.

Le risque de pauvreté et ses conséquences négatives ne sont pas les mêmes pour tous les enfants. Les moyennes nationales peuvent obscurcir et obscurcissent en fait de profondes inégalités fondées sur la richesse, la région, l'identité d'un groupe et d'autres facteurs.

Au Mexique, par exemple, il existe des disparités significatives entre les enfants vivant dans les États principalement ruraux du sud et ceux vivant dans les États du nord. En 2000, plus de la moitié de tous les enfants de 0 à 17 ans vivant dans le sud étaient pauvres (52,9 p. cent) comparativement à 11,2 p. cent des enfants vivant dans le nord-ouest. La concentration prononcée de la pauvreté dans le sud ne découle pas uniquement de l'économie locale ou de la migration. La majorité des peuples autochtones du Mexique vivent dans les États du sud. Les niveaux de pauvreté sont plus élevés de manière significative parmi ces familles comparativement aux niveaux qu'on trouve chez les Mexicains qui ne sont pas des Autochtones. Par exemple, l'incidence d'extrême pauvreté en l'an 2002 était de 4,5 fois plus élevée dans les zones à prédominance autochtone que dans les municipalités non autochtones, en hausse d'un rapport de 3,7 fois une décennie plus tôt²⁰.

Aux États-Unis et au Canada, il existe aussi des disparités significatives selon la race et l'ethnicité. Aux États-Unis, en 2006, les données de niveau national révèlent que 35 p. cent des enfants américains noirs et amérindiens vivaient sous le seuil de la pauvreté officiel du pays. Plus du quart des enfants hispaniques (de toute race) vivaient dans des familles dont le revenu était sous le seuil de la pauvreté officiel aux États-Unis comparativement à 11 p. cent des enfants de race blanche non hispaniques et 12 p. cent des enfants de descendance asiatique²¹. Bien qu'il y ait eu une réduction des niveaux de pauvreté chez les enfants noirs et hispaniques de 1995 à 2001, ils ont augmenté depuis, s'alignant sur l'augmentation du niveau général²².

Au Canada, les enfants autochtones font face à de hauts niveaux d'insécurité économique. Selon le recensement de 2001, 40 p. cent des enfants autochtones de moins de 18 ans vivent dans des ménages sous le seuil de faible revenu avant impôt au Canada. Le niveau pour tous les enfants canadiens de moins de 18 ans était de 18,4 p. cent. Les enfants de minorités visibles, dont un grand nombre vivent dans des familles de nouveaux immigrants, font également face à des

UNE PARTIE
 IMPORTANTE DES
 RÉPONDANTS DANS
 TOUS LES PAYS ONT
 INDIQUÉ QU'ILS
 N'AVAIENT PAS LES
 MOYENS D'ACHETER
 DES PRODUITS
 ALIMENTAIRES DE
 BASE AU MILIEU DES
 ANNÉES 1970 ET DE
 NOUVEAU EN 2002.

difficultés économiques : 34 p. cent étaient pauvres en 2000²³. La pauvreté est de plus en plus concentrée chez les familles d'immigrants vivant dans les grandes régions urbaines du Canada²⁴.

La situation des enfants autochtones est particulièrement précaire partout dans les trois pays²⁵. Au cours des 500 dernières années, les Autochtones de l'Amérique du Nord ont subi la perte de leurs terres, de leur culture et l'effondrement d'un grand nombre de communautés et de systèmes tribaux découlant du contact avec les Européens. Les enfants autochtones luttent contre de hauts niveaux de pauvreté, des logements insalubres, une absence de soins de santé, d'éducation et de services sociaux de qualité, et la violence. Ce legs se reflète dans les niveaux plus faibles du bien-être chez les enfants autochtones, qu'ils vivent ou non sur des terres traditionnelles²⁶.

ACCÈS AUX NÉCESSITÉS DE BASE

Bien que les familles puissent à tout un éventail de ressources pour soutenir le ménage—c.-à-d. l'appui des membres de la famille, des biens accumulés, des programmes publics tels que les coupons alimentaires aux États-Unis—dans les économies de marché, l'accès au revenu pour acheter les nécessités de base est fondamental. Le niveau relatif de pauvreté d'une région ou d'un pays donné est un indicateur important de l'accès à un revenu. Il faut en même temps examiner la distribution des produits et des services essentiels. Combien y a-t-il d'enfant qui sont mal logés? Combien d'entre eux souffrent de la faim? Combien d'entre eux n'ont pas accès à des soins de santé? En répondant à ces questions on obtient un portrait des ressources qui atteignent directement les enfants et on peut étoffer la situation des enfants dans le besoin. Ces renseignements sont particulièrement importants pour une étude comme celle-ci qui examine la sécurité économique des enfants dans différents pays.

La plupart des études sur la distribution des biens et services se sont concentrées sur la définition et les incidences de la défavorisation et des difficultés au bas de l'échelle du revenu. Ces études ont adopté différentes approches à l'identification des nécessités sociales²⁷. Dans la prochaine section nous nous concentrons sur l'accès à la nourriture, aux soins de santé et au logement—des ressources essentielles pour le développement sain des enfants.

L'insécurité alimentaire est un problème partout sur le continent, en particulier au Mexique où un ménage sur cinq n'a pas les ressources qu'il faut pour acheter des aliments salubres et nourrissants pour leur famille.

L'accès à des aliments sains et nutritifs est d'une importance primordiale au développement d'enfants en santé. Pour paraphraser la définition reconnue par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la sécurité alimentaire existe « lorsque tous les enfants ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active²⁸. »



POURCENTAGE DES RÉPONDANTS ÂGÉS DE 18 ANS ET PLUS, INDIQUANT UN STRESS ÉCONOMIQUE, PAR PAYS, 1974-1975 ET 2002

Y a-t-il eu des moments l'année dernière où vous n'aviez pas suffisamment d'argent... ?

	CANADA		MEXIQUE		ÉTATS-UNIS	
	1974 à 75	2002	1974 à 75	2002	1974 à 75	2002
pour acheter de la nourriture	6 %	10 %	42 %	44 %	14 %	15 %
pour payer des soins médicaux et de santé	4 %	13 %	39 %	45 %	15 %	26 %
pour acheter des vêtements	s.o.	16 %	s.o.	43 %	s.o.	19 %

Source: Pew Research Center for the People and the Press, *2002 Global Attitudes Survey, Final TOPLINE*, p. T-67, www.people-press.org.

s.o. : sans objet.

L'ACCÈS À L'ASSURANCE SANTÉ EST UN ENJEU ÉCONOMIQUE IMPORTANT POUR UN GRAND NOMBRE D'ENFANTS AU MEXIQUE ET AUX ÉTATS-UNIS.

L'insécurité alimentaire est un problème partout sur le continent, plus particulièrement au Mexique. Selon le projet de recherche sur les attitudes mondiales du Pew Research Center, une partie importante des répondants dans tous les pays ont indiqué qu'ils n'avaient pas les moyens d'acheter des produits alimentaires de base au milieu des années 1970 et de nouveau en 2002.

La proportion des familles mexicaines qui souffrent de la faim par manque d'argent était plus élevée de manière significative qu'au Canada et aux États-Unis. Presque la moitié de tous les répondants mexicains (44 p. cent) ont indiqué qu'ils se sont retrouvés dans cette situation à un moment donné en 2002, une augmentation de deux points de pourcentage par rapport aux conclusions du premier sondage en 1974-1975.

Le degré et l'étendue du problème de la pauvreté au Mexique ne peuvent être sous-estimés. L'accès à la nourriture et aux autres nécessités de base de la vie telles que les soins de santé et l'éducation représentent un défi significatif pour le Mexique. L'achat de nourriture représente une partie importante du revenu d'un ménage mexicain, plus grande que celle des ménages canadiens ou américains²⁹. En 2000, selon l'agence de statistique mexicaine, plus du tiers des Mexicains (37,1 p. cent) étaient incapables de payer les coûts d'une alimentation minimale et vivaient dans une pauvreté extrême. Le revenu de ces ménages étaient sous le seuil de la pauvreté, à moins de 2,49 \$ par jour, par personne, dans les régions rurales et à 3,38 \$ par jour, par personne, dans les régions urbaines (chiffre de la PPA en \$US)³⁰. En 2005, des améliorations considérables ont

été enregistrées : un Mexicain sur cinq (18,2 p. cent), dont 6,9 millions d'enfants de moins de 18 ans, avait un revenu suffisant pour acheter l'alimentation de base³¹.

Le progrès est également positif dans le domaine de la réduction de la pauvreté alimentaire, mais des disparités significatives continuent d'exister partout au Mexique.

L'insécurité alimentaire est un problème également aux États-Unis et au Canada. Bien que la majorité des ménages dans ces pays aient un accès constant à suffisamment de nourriture pour mener une vie saine et active, une minorité de ménages souffrent parfois d'insécurité alimentaire au cours de l'année. Pour certains ménages, le manque d'accès à l'argent, à des options d'épicerie de qualité offrant des aliments sains, ou à d'autres ressources les amène à se priver ou à se contenter de moins de nourriture.

L'accès aux soins de santé est un problème critique pour les enfants aux États-Unis et au Mexique où plusieurs d'entre eux sont forcés de se passer de soins à cause du faible revenu de leur famille.

L'accès à l'assurance santé est un enjeu économique important pour un grand nombre d'enfants au Mexique et aux États-Unis. Contrairement au Canada où les résidents ont un accès universel à toute une gamme de services de soins de santé subventionnés par l'État, le mélange d'assurances privées et de programmes publics offrent un accès inégal, particulièrement chez les ménages d'âge actif. La tendance vers les coûts plus élevés des soins de santé dans ces deux pays compromet davantage l'accès aux soins de santé nécessaires des enfants et de leur famille. (Consultez *Grandir en Amérique du Nord : La santé et la sécurité des enfants au Canada, aux États-Unis et au Mexique*, 2007.)

En 2006, 12 p. cent des enfants de moins de 18 ans aux États-Unis n'avaient aucune assurance santé³². Ces enfants auront moins de chance d'avoir accès à une source régulière de soins de santé et à des médicaments sur ordonnance que ceux qui ont une assurance. Ils ont tendance à recevoir des soins primaires en retard ou pas du tout, ce qui mène à des niveaux plus élevés d'hospitalisation pour des problèmes de santé évitables. Lorsqu'ils sont à l'hôpital, ils reçoivent moins de services et risquent plus probablement de mourir que les patients assurés. « Naître dans un ménage qui n'est pas assuré augmente d'environ 50 p. cent la probabilité de mourir avant d'atteindre un an³³. »

Aux États-Unis, des différences évidentes existent dans l'accès des enfants à une assurance selon le revenu et la race. Les enfants hispaniques, par exemple, sont ceux qui ont le moins de chance d'être couverts par une assurance santé (publique et privée). En 2006, 78 p. cent des enfants hispaniques étaient couverts, comparativement à 93 p. cent des enfants de race blanche non hispaniques, à 89 p. cent des enfants de descendance asiatique et des îles du Pacifique, et à 86 p. cent des enfants afro-américains³⁴.



L'accès aux soins de santé est un défi significatif à relever pour les familles mexicaines. En 2000, le tiers des enfants de moins de 14 ans n'avaient pas accès à une assurance privée ou publique. Au total, plus de 55 millions de Mexicains n'avaient pas accès aux services de soins de santé subventionnés par l'État, dont 20,3 millions d'enfants de moins de 14 ans. Ces enfants étaient forcés de compter sur les cliniques publiques de rémunération à l'acte lorsqu'il y en avait dans leur région et qu'ils avaient les moyens de payer les honoraires. Il en résulte que les soins de santé sont au-delà des moyens d'un grand nombre de familles mexicaines pauvres et de leurs enfants. Quant aux ménages de langue autochtone au Mexique, 83 p. cent n'avaient aucune assurance santé en 2000³⁵. Plus récemment, le gouvernement du Mexique a lancé un plan d'assurance santé de base, *Seguro Popular*, pour étendre la couverture de l'assurance des soins de santé et réduire le risque de coûts personnels catastrophiques pour les soins de santé des personnes non assurées. Bien que beaucoup plus de personnes aient maintenant accès à l'assurance santé, la qualité et la disponibilité des services de soins de santé, en particulier dans les régions rurales, demeurent un problème important.

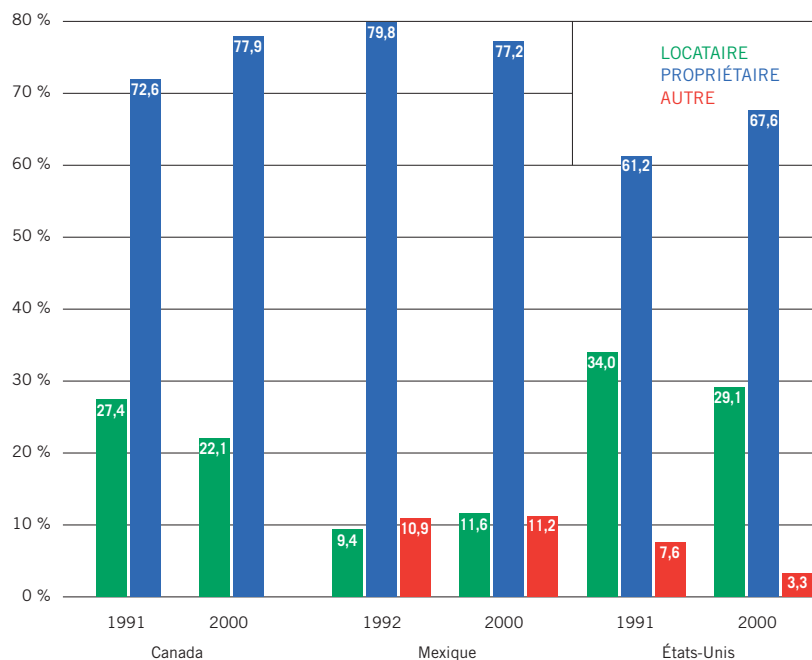
Le logement abordable est un facteur important contribuant à des niveaux élevés de pauvreté au Canada et aux États-Unis. Au Mexique, les préoccupations se sont centrées sur les conditions de logement; à cet égard, les années 1990 ont marqué une amélioration pour les familles ayant des enfants.

Les logements insalubres et surpeuplés, le manque d'accès à l'eau potable et à d'autres commodités, et la vie dans des collectivités où le taux de pollution est très élevé servent tous à accroître le risque de faibles résultats dans le développement des enfants. De plus, à cause des coûts élevés des habitations, un grand nombre de familles n'ont plus les ressources adéquates pour couvrir d'autres dépenses de base telles que la nourriture et les soins de santé. Les coûts plus élevés du logement signifient également que, dans bien des cas, les parents font face au choix insoutenable de payer le loyer ou de nourrir leurs enfants.

La question du logement abordable affecte tous les enfants. Aux États-Unis et au Canada, le logement abordable est apparu comme étant le principal enjeu de la sécurité économique dans les années 1980 et au début des années 1990, au moment où les revenus des familles à faible et moyen revenu stagnaient ou diminuaient. L'augmentation des coûts du logement et des services publics, en particulier dans les grandes régions urbaines, est devenue un facteur important affectant le niveau et la profondeur de la pauvreté chez les enfants au cours des dernières années. Ces coûts contribuent à l'augmentation du nombre des sans-abri parmi les familles documentées au cours des années 1990, alors même que les taux d'accession à la propriété des familles à revenu moyen augmentaient vers la fin de la décennie³⁶. Les augmentations des revenus moyens à la fin des années 1990 ont aidé à réduire le fardeau des coûts élevés d'hébergement pour certaines familles. Ceci étant dit, l'escalade des prix du logement depuis 2000 au Canada et aux États-Unis continue d'exercer une pression financière extraordinaire sur les familles et leurs

LES ENFANTS
PAUVRES AU MEXIQUE
ONT UN TOIT
AU-DESSUS DE LEUR
TÊTE, MAIS PAS
BEAUCOUP PLUS.

PROPORTION D'ENFANTS PAR MODE DE LOGEMENT,
CANADA, MEXIQUE, ÉTATS-UNIS



Les enfants vivent dans une variété de dispositions relatives au logement dans chacun des trois pays. La plus grande proportion des enfants vivent dans un logement occupé par son propriétaire. Cela comprend les logements hypothéqués ou libres d'hypothèque et, dans le cas du Mexique, les logements construits sur des terres privées ou communales. Le Canada possède la plus grande proportion d'enfants vivant dans des logements occupés par leur propriétaire, soit 77,9 p. cent en 2000, alors que la proportion était la plus faible aux États-Unis à 67,6 p. cent. Les deux pays ont connu une croissance de 1991 à 2000, dans la dernière partie de la décennie.

Source : Calculs de l'auteur fondés sur la base de micro-données de l'Étude sur le revenu du Luxembourg, années sélectionnées; harmonisation des enquêtes originales effectuées par l'Étude sur le revenu du Luxembourg, Asbl. Luxembourg, mise à jour périodique.

enfants. Le rapport entre le prix et le revenu a augmenté, spécialement dans les grands marchés de l'habitation tels que Los Angeles et Vancouver³⁷. L'érosion des programmes de logement au Canada et aux États-Unis a aggravé le risque de pauvreté étant donné les coûts élevés des logements dans le marché privé.

Au Canada, en 2003, une famille sur cinq (21,4 p. cent) ayant des enfants et deux sur trois familles à faible revenu ayant des enfants (69,3 p. cent) vivaient dans un logement non abordable où les coûts de l'habitation représentaient plus de 30 p. cent du total de leur revenu³⁸. Au total, trois quart de million d'enfants de moins de 15 ans (15 p. cent des enfants de ce groupe d'âge) vivaient dans un logement inadéquat en 2001 — un logement qui était soit inhabitable, ayant besoin de réparation majeure ou surpeuplé. Étant donné qu'un enfant sur trois vit dans un logement inadéquat, les enfants autochtones vivent vraisemblablement en moyenne 2,3 fois plus que les enfants non autochtones un besoin de logement à cause, en grande partie, des niveaux plus élevés de pauvreté dans les collectivités autochtones³⁹.



Les données américaines révèlent une tendance similaire. La proportion des ménages américains ayant des enfants de moins de 18 ans et un fardeau financier au-dessus de 30 p. cent de leur revenu a augmenté de 15 p. cent en 1978 à 34,2 p. cent en 2005. Pendant cette même période, la proportion des ménages ayant des enfants de moins de 18 ans et ayant un fardeau financier au-dessus de 50 p. cent de leur revenu a augmenté de 6 p. cent à 14,5 p. cent⁴⁰.

La pression des coûts du logement est vivement ressentie au Mexique également. Par contre, les principaux problèmes entourent les conditions de base du logement. À cet égard, la situation s'est améliorée pour les enfants. Par exemple, selon le recensement de 2000, la proportion des enfants vivant dans un logement surpeuplé a diminué de 54 p. cent à 42,6 p. cent en 2000. La proportion de jeunes vivant dans un foyer où il y a de l'électricité, de l'eau et de la plomberie à l'intérieur a augmenté. Ces types d'améliorations sont significatifs pour l'amélioration de la santé et de la sécurité du foyer des enfants⁴¹.

Tous comme aux États-Unis et au Canada, la majorité des enfants mexicains vivent dans un logement occupé par le propriétaire. En effet, une proportion encore plus grande d'enfants pauvres vit dans un logement occupé par le propriétaire (88,4 p. cent en 2000) comparativement aux États-Unis et au Canada. Il est important de noter par ailleurs qu'un grand nombre de ces demeures n'ont pas d'électricité, de plomberie à l'intérieur ou d'accès à l'eau potable. Les enfants pauvres au Mexique ont un toit au-dessus de leur tête, mais pas beaucoup plus. L'augmentation des coûts de l'eau, du gaz et autres combustibles de 1990 à 2005 ont aggravé considérablement les contraintes économiques auxquelles font face les familles mexicaines⁴².

PERCEPTION DU BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE

Le niveau du revenu et l'accès à des biens et services sont des mesures objectives du bien-être économique d'une famille. Parallèlement, il est important de savoir comment les familles se sentent par rapport à leur position économique—de savoir si elles perçoivent l'économie et le marché du travail de façon positive, si elles croient que leur niveau de revenu est adéquat pour acheter le nécessaire et avoir le niveau de vie désiré, si elles croient que leurs enfants ont des perspectives économiques positives, si les jeunes sentent qu'ils ont un avenir. Ces types d'indicateurs étoffent l'histoire du bien-être économique des familles et notre compréhension des environnements dans lesquels on élève les enfants.

Une majorité des Nord-Américains indiquent qu'ils sont plutôt ou très satisfaits de leur situation économique, bien que la proportion de ceux indiquant qu'ils sont insatisfaits ait augmenté au cours des années 1990.

Le *World Values Survey* (WVS) a interrogé les répondants au sujet de leur niveau de satisfaction par rapport à la situation financière de leur ménage. Dans le tableau à la page suivante, nous

LA MOITIÉ DES RÉPONDANTS AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS ET UN TIERS DES MEXICAINS CROIENT QUE LEURS ENFANTS FERONT FACE À UNE SITUATION ÉCONOMIQUE PIRE QU'À L'HEURE ACTUELLE.

PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE : POURCENTAGE DES RÉPONDANTS
(DE 15 ANS ET PLUS), PAR PAYS

À quel point êtes-vous satisfait de la situation financière de votre ménage?

	CANADA		MEXIQUE		ÉTATS-UNIS	
	1990	2000	1990	2000	1990	1999
satisfait	29,2 %	24,0 %	15,1 %	30,1 %	27,2 %	18,9 %
plutôt satisfait	49,5 %	52,0 %	49,7 %	36,3 %	47,7 %	51,2 %
plutôt insatisfait	16,0 %	18,4 %	24,5 %	17,8 %	19,2 %	22,4 %
insatisfait	5,4 %	5,6 %	10,7 %	15,8 %	5,9 %	7,4 %

Source : World Values Survey : www.worldvaluessurvey.org. Données prélevées en avril 2007.

voyons que la majorité des répondants (de 15 ans et plus) au Canada, au Mexique et aux États-Unis ont indiqué qu'ils étaient « satisfaits » ou « plutôt satisfaits » de leur situation en 1990 et en 2000. Combinés, les niveaux de satisfaction étaient légèrement plus élevés au Canada qu'aux États-Unis et environ 10 points de pourcentage plus élevés au Canada qu'au Mexique.

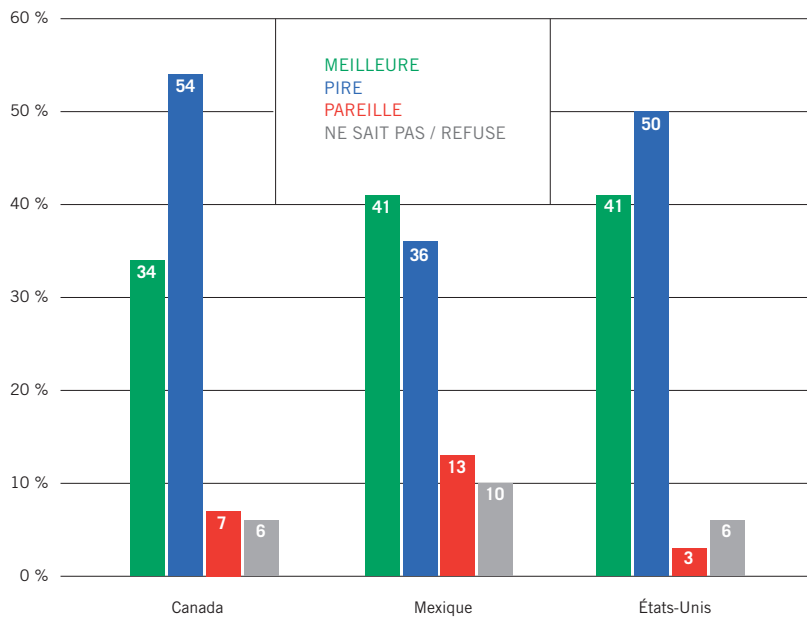
La moitié des répondants au Canada et aux États-Unis et un tiers des Mexicains croient que la situation économique de leurs enfants sera pire qu'actuellement.

Les Nord-Américains ont-ils confiance en l'avenir économique de leurs enfants? La réponse varie dans l'ensemble de la région. Le sondage sur les attitudes mondiales du Pew Research Center en 2002 révèle que la plupart des Canadiens et des Américains (54 p. cent et 50 p. cent respectivement) croient que la situation de leurs enfants sera moins avantageuse que celle des personnes à l'heure actuelle. Seulement un tiers des Canadiens croient que la situation de leurs enfants sera meilleure dans l'avenir que celle des personnes à l'heure actuelle; c'était le cas également de quatre Américains sur dix (41 p. cent). Aux États-Unis cela représente une diminution de l'optimisme des années de prospérité de la fin des années 1990 quand la majorité d'entre eux (55 p. cent) croyaient que leur enfants seraient mieux nantis que leurs parents en vieillissant. De 2002 à 2006, la proportion des Américains indiquant que la situation des enfants américains serait meilleure dans l'avenir a diminué encore plus à 34 p. cent⁴³.

En revanche, la perspective des Mexicains est partagée plus également. Le groupe le plus large de répondants (41 p. cent) croient que la situation de leurs enfants sera meilleure, un sur sept (13 p. cent) croit que les enfants auront le même niveau de vie dans l'avenir, et plus du tiers

(36 p. cent) croient que la situation de leurs enfants sera pire. À cet égard, les Mexicains semblent plus optimistes au sujet de l'avenir de leurs enfants. Ces résultats font écho aux sondages auprès des Hispano-Américains. Ces derniers, dont un grand nombre sont des immigrants du Mexique, indiquent qu'ils sont optimistes à l'égard de l'avenir de la prochaine génération, à savoir 44 p. cent comparativement à 33 p. cent chez les blancs non hispaniques en 2006⁴⁴.

LORSQUE LES ENFANTS GRANDIRONT, LEUR SITUATION SERA-T-ELLE MEILLEURE OU PIRE QUE CELLE DES GENS PRÉSENTEMENT? 2002



Source: Pew Research Center for the People and the Press, *2002 Global Attitudes Survey, Final TOPLINE*, p. T-67.

Note : Répondant de 18 ans et plus.

Les déterminants du bien-être économique

24

SELON DES SOURCES
DE DONNÉES
NATIONALES, LA
SITUATION DES
MÉNAGES DONT LE
CHEF EST UNE FEMME
EST CERTAINEMENT
PLUS PRÉCAIRE QUE
LES FAMILLES
BIPARENTALES
OU CELLES OÙ
PLUSIEURS
PERSONNES
TOUCHENT UN
REVENU.

Qu'est-ce qui se cache derrière la polarisation des possibilités économiques et du bien-être? Comment peut-on commencer à comprendre les incidences économiques sur les enfants en Amérique du Nord? Qu'est-ce qui rapproche les trois pays et qu'est-ce qui les sépare?

Pour répondre à ces questions, nous examinons trois grands groupes de déterminants économiques : les tendances sociales et démographiques, les conditions du marché du travail et le revenu familial, et les politiques gouvernementales. On a décrit ces forces comme étant « le glissement de plaques tectoniques supportant le bien-être matériel des enfants⁴⁵. » Bien que plusieurs facteurs tels que la race et le statut d'immigration soient reliés aux risques de vulnérabilité économique des individus, les tendances sociales et démographiques, le marché du travail et le revenu, et les politiques gouvernementales forment le contexte dans lequel les familles poursuivent la sécurité économique et le bien-être.

TENDANCES SOCIALES ET DÉMOGRAPHIQUES

Bien que la plupart des enfants vivent dans des familles biparentales, les familles monoparentales et les familles reconstituées sont de plus en plus répandues. Ces familles font face à des niveaux plus élevés d'insécurité économique.

Les enfants grandissent dans une variété de types de ménage, comme par le passé. Aujourd'hui, étant donnée les taux relativement élevés de divorce et de remariage aux États-Unis et au Canada, de nouveaux types de famille apparaissent. Bien que la plupart des enfants vivent dans des familles biparentales, les familles monoparentales et les familles reconstituées sont de plus en plus répandues. De plus, les familles tendent à être plus petites et l'âge moyen des parents augmente récemment⁴⁶. Ces tendances soulèvent des questions concernant la stabilité des ménages et des ressources dont ils disposent qui sont importantes pour le bien-être des enfants.

Bien que les couples ayant des enfants constituent encore le plus grand groupe de ménages ayant des enfants, il y a une croissance des ménages monoparentaux depuis plusieurs décennies partout en Amérique du Nord. Cette tendance s'est ralentie pendant les années 1990 aux États-Unis et au Canada, mais le taux continue d'augmenter au Mexique⁴⁷. Selon l'Étude sur le revenu du Luxembourg, en 1992, 10,3 p. cent des enfants mexicains vivaient dans un ménage monoparental; en 2002, cette proportion avait grimpé à 15,7 p. cent⁴⁸.

Le grand nombre de ménages monoparentaux est un facteur important expliquant les taux relativement élevés de pauvreté chez les enfants aux États-Unis. Comme l'indique le tableau à la page suivante, il y a une différence significative entre les niveaux de pauvreté chez les enfants vivant avec une femme chef d'un ménage monoparental et ceux vivant dans un ménage formé

RÉPARTITION DES ENFANTS PAR TYPE DE FAMILLE ET NIVEAU D'INSTRUCTION DU CHEF DE MÉNAGE, PAR PAYS, 1999 ET 2000

	CANADA		MEXIQUE		ÉTATS-UNIS	
	1991	2000	1992	2000	1991	2000
TYPE DE FAMILLE :						
ménage formé d'un couple	84,7 %	83 %	89,7 %	85,4 %	74,5 %	76,8 %
homme chef de famille monoparental	2,1 %	3,9 %	2,2 %	2,5 %	4,1 %	3,7 %
femme chef de famille monoparental	13,3 %	13,1 %	8,1 %	12,1 %	21,3 %	19,5 %
NIVEAU D'INSTRUCTION DU CHEF DE MÉNAGE :						
faible	26,6 %	15,6 %	88,8 %	80,8 %	19,9 %	16,8 %
moyen	57,8 %	64,7 %	6,1 %	8,1 %	52,4 %	48,9 %
élevé	15,7 %	19,5 %	5,1 %	7,6 %	27,7 %	34,2 %
autre	s.o.	s.o.	s.o.	3,5 %	s.o.	s.o.

Source : Calculs de l'auteur fondés sur les microdonnées de l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), années sélectionnées; harmonisation des sondages originaux effectuée par l'Étude sur le revenu du Luxembourg, asbl Luxembourg, mise à jour périodique.

s.o.: sans objet.

Seuil de la pauvreté : Pourcentage des enfants vivant dans des ménages dont le revenu disponible est inférieur à 50 % du revenu médian national.

Note : Instruction faible = moins que l'école secondaire; Instruction moyenne = la personne a terminé son secondaire ou sa formation professionnelle et un peu de postsecondaire; Instruction élevée = la personne a complété un cours universitaire, des études collégiales ou plus; Autre = manquant, ne sait pas, niveau non identifié, d'autres diplômes scolaires, la question n'a pas été posée, encore aux études. Voir www.lisproject.org/dataaccess/educlevel/educdefcountry.htm.

d'un couple au Canada et aux États-Unis. Même si d'importants progrès ont été réalisés au cours des années 1990 quant à la réduction des niveaux de pauvreté chez les enfants de familles monoparentales dont une femme est le chef—au Canada, de 52,3 p. cent à 40,7 p. cent et, aux États-Unis, de 60,0 p. cent à 49,5 p. cent de 1991 à 2000—il reste beaucoup à faire pour améliorer la situation économique de ces familles.

Au Mexique, nos données révèlent que le niveau de pauvreté chez les enfants ne varie pas de beaucoup selon le type de famille. Il est important de se rappeler toutefois qu'il y a sans doute un sous-dénombrement dans les estimations relatives aux familles monoparentales puisqu'un grand nombre de femmes n'indiquent pas qu'elles sont chef du ménage, même si elles vivent séparées de leur mari depuis de nombreuses années. Selon des sources de données nationales, la situation des ménages dont le chef est une femme est certainement plus précaire que les familles biparentales ou à celles où plusieurs personnes touchent un revenu⁴⁹. L'augmentation des ménages monoparentaux—reconnus et non reconnus—est un des résultats les plus troublants des tourments économiques et de l'exode que le Mexique a connus au cours des 15 dernières années et sert d'indicateur important à suivre pendant que nous cherchons à mieux comprendre l'incidence de l'intégration économique sur les enfants.



Le niveau d'instruction des mères et des pères augmente dans chaque pays; la très grande majorité des enfants mexicains continuent toutefois de vivre dans des ménages dont les parents ont de faibles niveaux d'instruction.

La moyenne d'âge des parents et le niveau d'instruction des mères et des pères augmentent dans chaque pays⁵⁰. En général, il s'agit d'une tendance positive pour le bien-être économique des enfants puisque des parents plus âgés et plus instruits ont plus de chance d'avoir un emploi et d'avoir de meilleures possibilités d'emploi et des revenus plus élevés que des parents plus jeunes ou dont les compétences sont plus faibles dans le marché du travail. C'est le cas au Canada, au Mexique et aux États-Unis. Il y a pourtant une différence significative dans le niveau général d'instruction au Mexique comparativement au Canada et aux États-Unis. Les faibles niveaux d'instruction des parents, dans le contexte d'un marché du travail mondial intensément concurrentiel, constitue un des obstacles les plus importants au bien-être économique de millions d'enfants mexicains—à l'heure actuelle et dans l'avenir.

PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS PAR TYPE DE FAMILLE ET NIVEAU D'INSTRUCTION DU CHEF DE MÉNAGE, PAR PAYS

	CANADA		MEXIQUE		ÉTATS-UNIS	
	1991	2000	1992	2000	1991	2000
TYPE DE FAMILLE :						
ménage formé d'un couple	9,3 %	10,9 %	24,9 %	27,3 %	15,6 %	14,8 %
homme chef de famille monoparental	23,2 %	13,2 %	18,6 %	25,2 %	26,0 %	25,2 %
femme chef de famille monoparental	52,3 %	40,7 %	22,5 %	24,5 %	60,0 %	49,5 %
NIVEAU D'INSTRUCTION DU CHEF DE MÉNAGE :						
faible	26,8 %	27,6 %	27,6 %	31,1 %	54,8 %	50,8 %
moyen	12,3 %	14,6 %	1,8 %	3,5 %	24,0 %	22,6 %
élevé	7,0 %	5,4 %	0,4 %	0,5 %	7,5 %	6,8 %
autre	s.o.	s.o.	s.o.	41,1 %	s.o.	s.o.

Source : Calculs de l'auteur fondés sur les microdonnées de l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), années sélectionnées; harmonisation des sondages originaux effectuée par l'Étude sur le revenu du Luxembourg, asbl Luxembourg, mise à jour périodique.

s.o. : sans objet.

Seuil de la pauvreté : Pourcentage des enfants vivant dans des ménages dont le revenu disponible est inférieur à 50 % du revenu médian national.

Note : Instruction faible = moins que l'école secondaire; Instruction moyenne = la personne a terminé son secondaire ou sa formation professionnelle et un peu de postsecondaire; Instruction élevée = la personne a complété un cours universitaire, des études collégiales ou plus; Autre = manquant, ne sait pas, niveau non identifié, d'autres diplômes scolaires, la question n'a pas été posée, encore aux études. Voir www.lisproject.org/dataaccess/educlevel/educdefcountry.htm.

Les enfants vivant dans des familles dont le niveau d'instruction est faible subissent aussi des désavantages considérables. Comme on pouvait le prévoir, les niveaux de pauvreté chez les enfants dont les parents ont un faible niveau d'instruction sont plus élevés que ceux dont les parents sont plus instruits, particulièrement aux États-Unis. La hausse des niveaux d'instruction chez les parents aux États-Unis et au Canada a aidé à réduire le nombre d'enfants vivant dans des familles sous scolarisées, un facteur contribuant à la réduction de la pauvreté chez les enfants⁵¹.

Mais encore une fois, le cas du Mexique est différent. Il est évident que les ménages ayant un niveau d'instruction plus élevé jouissent d'avantages économiques manifestes; le niveau de pauvreté chez les enfants dans ce groupe était de moins de 1 p. cent en 1992 et 2000—plus bas que les niveaux de pauvreté chez les enfants dans des groupes similaires d'enfants aux États-Unis et au Canada. Mais l'augmentation des niveaux d'instruction—se reflétant dans la réduction du nombre d'enfants vivant dans des familles ayant de faibles niveaux d'instruction—ne s'est pas traduite en des niveaux de pauvreté moins élevés chez les enfants de ce groupe. Cela suggère que la durée dans le marché du travail et le niveau d'instruction jouent un rôle moins grand à l'heure actuelle dans la détermination du bien-être économique des enfants dans une situation où de profondes iniquités structurelles existent (au moins huit enfants mexicains sur dix vivent dans des ménages où le capital humain est faible). De plus, des crises économiques successives au Mexique dans les années 1990 et la chute des revenus annuels ont été des forces puissantes expliquant la hausse des niveaux de pauvreté chez les enfants⁵². Il y a également des signes que la récession a poussé les pauvres à retirer leurs enfants de l'école—dont plusieurs d'entre eux n'y sont jamais retournés—et a propulsé la migration vers les États-Unis⁵³. Bien que les inscriptions à tous les niveaux scolaires continuent d'augmenter, découlant en partie d'une nouvelle initiative gouvernementale reliant le soutien du revenu à la fréquentation scolaire, la qualité de l'éducation continue d'être considérée comme un obstacle significatif dans un grand nombre de régions du pays⁵⁴. Il faudra une période de temps considérable pour réaliser des gains à partir de la tendance vers des niveaux d'instruction plus élevés.

TENDANCES MACROÉCONOMIQUES : APERÇU DES PAYS

Alors que les trois pays de l'Amérique du Nord ont connu des taux comparativement élevés de croissance au cours de la période suivant la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1970, les années 1980 ont marqué une période de changements significatifs pour tous. Au Mexique il y a eu deux récessions, d'abord la crise de la dette en 1982, suivi d'une seconde récession en 1986 dans la foulée de la chute des prix internationaux du pétrole. Une période d'expansion a suivi jusqu'en 1994, quand la crise du peso de 1994–1995 a précipité une profonde récession et une autre baisse importante du niveau de vie. À partir de 1996, l'économie mexicaine a connu une croissance soutenue

jusqu'en 2000, dépassant la moyenne annuelle de la période de 1989 à 1994⁵⁵. La croissance annuelle du PIB per capita était négative de 2001 à 2003, mais a repris depuis et se place présentement à environ 4 p. cent⁵⁶. Ce taux de croissance, étant donné une croissance de la population d'environ 1,3 p. cent par année, est encore trop faible pour combler l'écart avec les niveaux de vie des pays plus riches et pour s'attaquer à la pauvreté encore très répandue.

En revanche, les années 1990 ont marqué une décennie très positive dans l'ensemble pour les familles américaines, après la récession économique des premières années. La croissance économique pendant la décennie—mesurée d'après le changement annuel dans le PIB per capita—était en moyenne de 2,3 p. cent, un taux qui dépassait la plupart des autres économies avancées⁵⁷. De 1996 à 2000, la moyenne de la croissance économique était très forte à 4,5 p. cent par année⁵⁸. Ces années représentent la période la plus longue d'expansion économique dans l'histoire des États-Unis⁵⁹. Ces nouvelles économiques positives ont pris fin vers la fin de 2000 quand l'économie américaine a glissé encore une fois dans une récession. Tout comme la récession du début des années 1990, la reprise a été lente à se consolider, ce qui s'est reflété dans la modeste croissance de l'emploi, les taux plus élevés de chômage comparativement à la fin des années 1990, et le ralentissement de la croissance du salaire moyen pendant la période de 2001 à 2003. La croissance annuelle du PIB per capita s'est rétablie en 2004 et la récente croissance économique est comparable aux niveaux d'avant la récession de 2001⁶⁰.

Le Canada connaît des moyennes de taux de croissance économique moins élevées depuis les années 1980. Au cours des années 1990, la demande globale était en moyenne de 1,9 p. cent par année. Les gains économiques ont été concentrés dans la deuxième moitié des années 1990, à la suite d'une grave récession en 1991–1992. Tout comme aux États-Unis, le Canada a enregistré une forte croissance économique de 1997 à 2000. Bien que la croissance globale ait chuté, le Canada a évité en grande partie la récession américaine de 2001. L'économie a enregistré des taux de croissance annuelle modestes de 2001 à 2005⁶¹.

LES MARCHÉS DU TRAVAIL ET LE REVENU FAMILIAL

Les développements dans le marché du travail sont particulièrement importants étant donné que l'emploi est la principale source de sécurité économique pour la très grande majorité des familles dans l'ensemble des trois pays. Le niveau de participation au marché du travail et le type d'emploi sont deux facteurs importants dans l'établissement du fondement économique d'une famille. Ces deux facteurs sont façonnés par des forces plus larges telles que la croissance de l'emploi, la

distribution du revenu, la demande de main d'œuvre, la dette extérieure et les fluctuations de la monnaie—toutes associées à la tendance vers la mondialisation et l'intégration économique au sein de l'Amérique du Nord.

Dans l'ensemble, une majorité grandissante d'enfants vivent dans des ménages de deux personnes ou plus gagnant un revenu. Plus le taux d'emploi est élevé parmi les mères et les pères, moins il y a de danger que les enfants vivent dans la pauvreté. Il ne s'agit pas par ailleurs du seul déterminant de la sécurité économique d'une famille, comme le démontre amplement le cas du Mexique. Le niveau du revenu est également primordial. À cet égard, la polarisation des revenus qu'on a associée à la mondialisation a stimulé la croissance du secteur à faibles salaires, déjà assez considérable aux États-Unis, au Canada et particulièrement au Mexique. Les faibles salaires mènent à de faibles revenus familiaux et à de hauts niveaux d'insécurité économique, malgré le haut taux d'emploi et la hausse des taux de participation des femmes.

La croissance de l'emploi a été solide pendant toute la fin des années 1990 sur tout le continent, bien que les taux aient plafonné, en particulier aux États-Unis et au Mexique. La majorité des enfants—qu'ils soient pauvres ou non—vivent dans des familles où au moins une personne gagne un revenu.

Le Canada, le Mexique et les États-Unis ont tous des niveaux assez élevés d'emploi par rapport aux normes internationales⁶². Aux États-Unis, la croissance économique assez rapide combinée à un faible taux de chômage de 1995 à 2000 ont amélioré les perspectives des travailleurs américains, particulièrement dans les groupes traditionnellement désavantagés tels que les femmes, les Afro-Américains et les Hispaniques⁶³. Au Canada, le niveau de l'emploi a augmenté lentement pendant la période de 1994 à 2000 suivant un ralentissement découlant de la récession du début des années 1990. Le niveau de l'emploi a dépassé son sommet d'avant la récession en 2000, atteignant 72,5 p. cent en 2005.

LE NIVEAU DE PARTICIPATION AU MARCHÉ DU TRAVAIL ET LE TYPE D'EMPLOI SONT DEUX FACTEURS IMPORTANT DANS L'ÉTABLISSEMENT DU FONDEMENT ÉCONOMIQUE D'UNE FAMILLE.

RAPPORTS EMPLOI-POPULATION PAR ANNÉE, SEXE ET NIVEAU D'INSTRUCTION

	RAPPORT (%) EMPLOI-POPULATION DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS				SEXE (2005)		NIVEAU D'INSTRUCTION (2005)		
	1990	1995	2000	2005	HOMMES	FEMMES	MOINS QUE LE NIVEAU SECONDAIRE	2 ^e CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	ÉTUDES SUPÉRIEURES
CANADA	70,3 %	67,5 %	71,1 %	72,5 %	76,7 %	68,3 %	57,1 %	76,7 %	82,2 %
MEXIQUE	58,0 %	57,2 %	60,1 %	59,6 %	80,2 %	41,5 %	64,8 %	63,8 %	82,2 %
ÉTATS-UNIS	72,2 %	72,5 %	74,1 %	71,5 %	77,6 %	65,6 %	56,5 %	72,8 %	82,0 %

Note : Le rapport emploi-population de 1990 au Mexique représente 1991.

Source : OCDE, Statistiques de la population active, par indicateur de sexe et d'âge, données saisies le 2007/07/16 20:14 des statistiques de l'OCDE.

Source : OCDE (2006), OCDE Perspectives de l'emploi, OCDE, Paris (www.oecd.org/els/employmentoutlook/Em02006).

En général, le rapport entre l'emploi et la population est plus bas au Mexique (59,6 p. cent en 2005) qu'au Canada ou aux États-Unis. La situation de l'emploi au Mexique s'est détériorée au début des années 1990, avant de commencer à croître solidement en 1996. En 2000, le niveau de l'emploi avait atteint 60,1 p. cent, mais peu de changements ont été enregistrés de 2000 à 2005⁶⁴. Il y a eu en particulier une croissance constante dans la proportion de Mexicaines participant à un emploi rémunéré⁶⁵. Il y a eu également une croissance de l'emploi dans le secteur structuré au cours de la dernière décennie au Mexique, mais pas assez pour absorber la croissance de l'offre des travailleurs, surtout après la crise dans le secteur agricole qui a suivi la crise du peso. Il s'ensuit que la proportion de personnes employées dans le secteur informel demeure élevée, à presque la moitié du total des emplois non agricoles⁶⁶.

Les hauts niveaux d'emploi se traduisent en de multiples personnes gagnant un revenu dans un foyer. Les données de l'Étude sur le revenu du Luxembourg révèlent que la majorité des enfants vivent dans une famille où au moins une personne gagne un revenu. En effet, la majorité des enfants au Canada (71,3 p. cent) et aux États-Unis (64,5 p. cent) vivaient dans une famille où deux personnes ou plus gagnaient un revenu en 2000, une augmentation par rapport à la décennie précédente. Au Mexique, un peu moins de la moitié des enfants vivent avec deux personnes ou plus gagnant un revenu (47,2 p. cent). Cela représente une augmentation par rapport à 41,9 p. cent en 1992, reflétant la croissance du taux de participation des femmes au marché du travail.

Les enfants pauvres plus probablement que les enfants non pauvres vivaient dans une famille où il n'y avait pas une personne gagnant un revenu⁶⁷. Cependant, une majorité d'enfants pauvres dans chaque pays vivaient dans une famille où il y avait au moins une personne gagnant un revenu. En effet, aux États-Unis et au Canada, un bonne partie des enfants pauvres—31,3 p. cent et 27,4 p. cent, respectivement—vivaient avec deux personnes ou plus gagnant des revenus. Cet indicateur révèle graphiquement qu'un emploi ne suffit pas toujours à empêcher les enfants de grandir dans la pauvreté au Canada, au Mexique ou aux États-Unis⁶⁸.

Le tableau à la page suivante examine les niveaux de pauvreté chez les enfants selon le nombre de personnes gagnant un revenu dans leur maison. Les niveaux de pauvreté chez les enfants sont très élevés dans les ménages où personne ne gagne un revenu, reflétant les niveaux très bas d'avantages sociaux accessibles à ces familles. La situation s'est détériorée au Canada et au Mexique pendant les années 1990, étant donnée que les niveaux de pauvreté chez les enfants sans quelqu'un gagnant un revenu ont augmenté substantiellement. Aux États-Unis, le niveau très élevé de pauvreté chez les enfants dans les ménages où personne ne gagne un revenu a baissé de 1991 à 2000, dans la foulée de la chute générale des niveaux de pauvreté chez les enfants aux États-Unis.

Le haut niveau d'insécurité économique au Mexique est évident. Pendant toutes les années 1990, le risque de vivre dans la pauvreté a monté pour tous les enfants, indépendamment du nombre



de personnes gagnant un revenu dans la maison. Dans l'ensemble, il y avait plus d'enfants vivant dans un ménage où plusieurs personnes gagnaient un revenu en 2000 qu'en 1992. Cela reflète la détérioration des conditions du marché du travail au Mexique, en particulier pour ceux aux bas de l'échelle du revenu—une proportion considérable de tous les ménages au Mexique.

PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS PAR NOMBRE DE SOUTIENS DE FAMILLE DANS LE MÉNAGE, PAR PAYS

	CANADA		MEXIQUE		ÉTATS-UNIS	
	1991	2000	1992	2000	1991	2000
NOMBRE DE SOUTIENS DE FAMILLE						
aucun	83,5 %	90,7 %	33,3 %	45,6 %	93,9 %	90,1 %
un	24,5 %	27,9 %	31,3 %	33,0 %	38,2 %	37,2 %
deux	6,8 %	6,6 %	17,8 %	21,3 %	11,1 %	11,8 %
trois +	3,6 %	2,7 %	10,5 %	11,7 %	6,8 %	6,2 %

Source : Calculs de l'auteur fondés sur les microdonnées de l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), années sélectionnées; harmonisation des sondages originaux effectuée par l'Étude sur le revenu du Luxembourg, asbl Luxembourg, mise à jour périodique.

Seuil de la pauvreté : Pourcentage des enfants vivant dans des ménages dont le revenu disponible est inférieur à 50 % du revenu médian national.

Dans l'ensemble, les familles exécutent un plus grand nombre d'heures dans le marché du travail afin d'atteindre et de maintenir une sécurité économique. Cette tendance est bien documentée aux États-Unis. Selon les normes internationales, les travailleurs américains travaillent plus d'heures au PIB par année que dans d'autres pays industrialisés avancés⁶⁹. Bien que les heures de travail individuel aient diminué légèrement au cours des deux dernières décennies⁷⁰, il y a eu une augmentation remarquable du nombre d'heures que les familles contribuent au marché du travail. Par exemple, de 1989 à 1996, les familles de classe moyenne ont augmenté leurs heures de travail annuelles rémunérées de 3 550 à 3 685, à savoir plus de trois semaines par année. La plupart des heures additionnelles étaient fournies par des femmes. Si les femmes n'avaient pas augmenté l'offre de travail sur le marché du travail, les véritables revenus des familles de classe moyenne auraient diminué de 1,1 p. cent pendant cette période⁷¹.

La même tendance est évidente au Canada parmi les travailleurs, y compris ceux qui ont des enfants de moins de 18 ans. La moyenne du nombre de semaines de travail payé par année des familles ayant des enfants a grimpé constamment depuis la fin des années 1970, de 81 semaines par famille en 1976–1979 à 91 semaines par famille de 2001 à 2004⁷². Les familles moyennes travaillent plus dur que jamais pour joindre les deux bouts—sinon pour avancer—financièrement.

Les familles mexicaines aussi travaillent de très longues heures. En effet, la moyenne du nombre d'heures de travail par personne est plus élevée au Mexique qu'aux États-Unis ou qu'au Canada (en 2004, 46 heures par semaine⁷³, et 1 849 heures par année⁷⁴). Des très longues heures de travail sont typiques d'un grand nombre de pays en voie de développement tels que le Mexique où se trouve un grand marché informel du travail et un secteur des services en plein essor, tous deux caractérisés par de très faibles salaires. Les membres des familles sont forcés de travailler de longues heures afin d'assurer des revenus adéquats. Dans certains cas, les enfants et les adolescents sont entraînés vers un emploi rémunéré pour aider à soutenir leur famille⁷⁵. La tension entre la famille et le travail rémunéré peut être intense, menant à un « manque de temps » pour les familles, avec des conséquences négatives pour le bien-être des enfants. Les problèmes d'« horaires surchargés » et de l'équilibre entre le travail et la famille ont émergé dans les trois pays⁷⁶.

TRAVAIL DES ENFANTS AU MEXIQUE

Le travail des enfants est une question complexe qui est inexorablement liée à la pauvreté et reflète la fragilité de la lutte que poursuit le Mexique vers une plus grande prospérité économique.

On estime que 3,3 millions d'enfants de 6 à 14 ans travaillent au Mexique⁷⁷. Ils représentent 22,5 p. cent des enfants de ce groupe d'âge et plus du tiers des enfants (36,0 p. cent) vivant dans des collectivités autochtones.

Un grand nombre d'enfants travaillent de longues heures dans des conditions dangereuses. Cela se produit même si la Constitution mexicaine établit que 14 ans est l'âge minimum de base pour travailler et la loi fédérale sur le travail comprend des dispositions spéciales concernant le travail des enfants de 14 à 16 ans, interdisant aux mineurs de ce groupe d'âge de faire du travail dangereux ou insalubre. Le quart des enfants de 6 à 14 ans travaillent plus de 35 heures par semaine.

Les enfants travaillent dans un grand nombre d'industries. On trouve des enfants qui travaillent dans des ateliers produisant une variété d'articles d'artisanat ou d'art populaire, dans des usines d'assemblage et dans l'industrie du textile. Les enfants et les adolescents travaillent également dans la rue et dans les espaces publics des grandes villes, c.-à-d. Mexico, Guadalajara et Monterrey. Alors que certains de ces enfants vivent à la maison ou ont un lien avec des parents ou une famille, d'autres ont coupé leurs liens avec leur famille et leur communauté et la rue devient leur foyer. Ces enfants travaillent et vivent dans les rues à cause de l'extrême pauvreté et de la violence au sein de leur famille et de



leur communauté, et à cause de l'accès limité à un système d'éducation. Un grand nombre d'enfants dans les villes travaillent également dans les épiceries à remplir les sacs, sans salaire, récoltant uniquement des pourboires.

Le travail agricole est la forme la plus répandue de travail des enfants, et une des plus dangereuses. Le travail des enfants est présentement une partie intégrante de l'industrie agricole au Mexique. Le programme national sur les travailleurs agricoles journaliers (*Programa Nacional con Jornaleros Agrícolas*) estime que le Mexique compte 500 000 enfants travaillant dans les champs, dont seulement 10 p. cent fréquentent l'école. Un grand nombre de ces enfants commencent à travailler dès l'âge de six ans, travaillant avec des frères et des sœurs plus âgés et leurs parents. Les ouvriers agricoles travaillant dans les champs vivent souvent dans de mauvaises conditions, sans eau potable, sans toilettes et sans égout, et travaillent dans des conditions dangereuses avec des pesticides et des herbicides. Un grand nombre d'enfants—et leur famille—travaillent pour des multinationales qui cultivent des produits tels que des tomates et des échalotes pour les vendre aux États-Unis et au Canada. Par exemple, une grande partie de la production d'échalotes dans la Vallée de Mexicali dépend du travail des enfants.

Les enfants des régions rurales représentent aussi un pourcentage significatif des enfants qui se retrouveront éventuellement dans les formes de travail les plus terribles et qui exploitent le plus les enfants en milieu urbain.

Il est important de noter que tout travail n'est pas dur. Une activité économique appropriée peut être bénéfique au développement d'un enfant, mais à l'extrême, le travail peut mettre la vie et le bien-être d'un enfant en péril. Un travail qui exploite l'enfant et qui est dangereux et nuisible au développement physique, social, moral et spirituel des enfants, ou qui empêche les enfants d'acquérir une éducation, est un travail dangereux et pose des défis significatifs aux droits de la personne et aux droits socioéconomiques.

Il y a eu une croissance du revenu familial pendant les années 1990 aux États-Unis et au Canada. Les revenus médians aux États-Unis ont chuté par la suite alors qu'au Canada ils ont continué d'augmenter petit à petit. Les augmentations au Mexique après la crise du peso en 1994–1995 n'ont pas complètement compensé les pertes significatives du revenu familial déclenchées par la récession; les familles mexicaines s'efforcent encore de reprendre le terrain perdu.

La tendance grandissante de familles travaillant un plus grand nombre d'heures remonte aux années 1970 et fait partie de la réaction à la stagnation des salaires au Canada et aux États-Unis,

LES FAMILLES
GÉNÉRAIENT LEURS
REVENUS ANNUELS
PRINCIPALEMENT PAR
UNE AUGMENTATION
DE LEUR EFFORT DE
TRAVAIL PLUTÔT QUE
PAR DES SALAIRES
HORAIRES PLUS
ÉLEVÉS.

MÊME APRÈS AVOIR
TENU COMPTE DES
TRANSFERTS
GOUVERNEMENTAUX,
TOUTES LES
FAMILLES AYANT DES
ENFANTS ONT CONNU
UN DÉCLIN DE
0,1 P. CENT DE LEUR
REVENU DISPONIBLE
MÉDIAN AU COURS DE
LA DÉCENNIE.

en particulier pendant la période des années 1980 à 1995 et les crises économiques successives au Mexique. Les familles généraient leurs revenus annuels principalement en augmentant leurs efforts de travail plutôt que par des salaires horaires plus élevés. À la fin des années 1990, il y a eu de véritables par rapport aux revenus des familles—le résultat de la croissance du revenu—et les familles ont commencé à reprendre le terrain perdu. Les gains relatifs aux revenus aux États-Unis et au Mexique sont en perte de vitesse depuis 2001, mais le Canada enregistre encore de modestes augmentations. Dans l'ensemble, le revenu marchand, les revenus après impôt et les revenus de transfert n'ont pas suivi le rythme de la croissance économique au cours de la dernière décennie. Pour un grand nombre de personnes, la sécurité économique de la famille demeure précaire. L'assiette économique s'est accrue substantiellement, mais sa distribution demeure très inégale. Cet écart dans la prospérité est une caractéristique marquante des économies du Canada, du Mexique et des États-Unis.

REVENU ANNUEL MÉDIAN ÉQUIVALENT DES MÉNAGES D'ÂGE ACTIF AYANT DES
ENFANTS, PAR STATUT DE PAUVRETÉ (PPA EN \$US CONSTANTS)

		REVENU DISPONIBLE ÉQUIVALENT				
CANADA		1991	1994	1997	2000	
au-dessus		20 383 \$	20 470 \$	20 608 \$	20 935 \$	
sous		7 637 \$	7 720 \$	7 513 \$	8 063 \$	
tous		18 894 \$	18 877 \$	18 826 \$	19 325 \$	
MEXIQUE		1992	1994	1997	2000	2002
au-dessus		4 301 \$	4 550 \$	3 195 \$	4 471 \$	4 514 \$
sous		1 095 \$	1 258 \$	905 \$	1 227 \$	1 306 \$
tous		3 597 \$	3 776 \$	2 662 \$	3 595 \$	3 802 \$
ÉTATS-UNIS		1991	1994	1997	2000	
au-dessus		22 147 \$	22 603 \$	23 679 \$	26 066 \$	
sous		6 766 \$	6 934 \$	7 811 \$	8 699 \$	
tous		18 661 \$	19 097 \$	20 352 \$	22 609 \$	
		AU-DESSUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ TOUS LES ENFANTS				

Source : Calculs de l'auteur fondés sur les microdonnées de l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), années sélectionnées; harmonisation des sondages originaux effectuée par l'Étude sur le revenu du Luxembourg, asbl Luxembourg, mise à jour périodique.

Note : La conversion est fondée sur la série des données chronologiques de l'OCDE à www.oecd.org/dataoecd/61/56/1876133.xls.

Seuil de la pauvreté : Pourcentage des enfants vivant dans des ménages dont le revenu disponible est inférieur à 50 % du revenu médian national.

Le tableau précédent montre les tendances du revenu médian équivalent des familles ayant des enfants, par statut de pauvreté, dans les années 1990—l'année la plus récente de données comparatives. Il montre également les disparités importantes qui existent au niveau du revenu familial entre les États-Unis et le Canada, d'une part, et avec le Mexique, d'autre part. Au Mexique, la vaste majorité des familles vivent de revenus qui sont considérablement sous les revenus médians du Canada et des États-Unis, même après avoir tenu compte du coût de la vie. Cela est particulièrement vrai pour les ménages pauvres.

Par exemple, en 2000, le revenu annuel médian équivalent des ménages *pauvres* ayant des enfants au Mexique—après impôt et transferts—était de 1 227 \$US en PPA^{79,80}. En comparaison, la même année, le revenu médian des ménages pauvres ayant des enfants au Canada était de 8 063 \$US en PPA et le revenu médian des ménages pauvres ayant des enfants aux États-Unis était de 8 699 \$US⁸¹. (Le revenu annuel médian équivalent de *tous* les ménages ayant des enfants était de 3 595 \$US en PPA, 19 325 \$US en PPA et 22 609 \$US pour le Mexique, le Canada et les États-Unis respectivement.) Cela ne veut pas dire que la pauvreté et les disparités économiques ne causent pas des difficultés énormes aux familles américaines ou canadiennes, mais l'insécurité économique et la pauvreté représentent comparativement des problèmes beaucoup plus étendus pour une plus grande proportion des familles au Mexique.

Les tendances en matière de revenu familial dans l'ensemble de l'Amérique du Nord ont suivi des trajectoires un peu différentes au cours des 15 dernières années, suivant les hauts et les bas de la fortune des économies nationales. (Voir Tendances macroéconomiques : Aperçu des pays.) Au Canada et aux États-Unis, au cours des années suivant la récession de 1991, les familles ont bénéficié de l'expansion économique. Les revenus marchands—comprenant les salaires bruts, le revenu d'un travail indépendant, le revenu de propriété en argent et le revenu d'un régime de retraite privé—ont augmenté de 1991 à 2000, considérablement dans le cas des États-Unis. Chez les ménages américains ayant des enfants, les revenus équivalents marchands ont augmenté de 19,2 p. cent et de 12,0 p. cent chez les ménages canadiens. Les économies soutenues ont également stimulé la hausse des revenus équivalents nets d'impôt. Les revenus équivalents nets d'impôt ou disponibles étaient de 21,2 p. cent plus élevés en 2000 qu'en 1991 aux États-Unis. Les ménages canadiens ont connu une augmentation beaucoup plus modeste de 2,3 p. cent. Dans les deux pays, les gains relatifs au revenu marchand et disponible étaient en grande partie stimulés par l'augmentation du revenu des familles au haut de l'échelle des revenus—comme on peut le voir dans le tableau de la page précédente.

Aux États-Unis, la réelle croissance des salaires à la fin des années 1990 a été ressentie à travers toute la structure des salaires, par les personnes à salaire faible, moyen et élevé, et par les hommes et les femmes. Cela représentait une transformation radicale par rapport au début des années 1990 et des deux décennies précédentes, en particulier pour les travailleurs à faible salaire qui avaient non seulement fait face à plus de difficultés que les autres groupes de



travailleurs, mais avaient également vu leur salaire réel diminuer au cours de la période de 1979 à 1995⁸². Les nouvelles économiques positives ont cessé à la fin de 2000 quand l'économie américaine a glissé encore une fois dans une récession. La croissance des salaires et du revenu des familles à revenu moyen et faible en particulier a été freinée et, dans certains cas, a inversé son cours. Chez les familles ayant des enfants, les revenus médians disponibles ont chuté de 4,0 p. cent de 2000 à 2005⁸³.

Au Canada, la croissance du revenu équivalent marchand et disponible a été plus modeste qu'aux États-Unis pendant les années 1990, comme nous l'avons indiqué plus tôt. En 2000, les familles avaient enfin récupéré les pertes associées à la récession de 1991–1992. La reprise a été longue et difficile pour les familles pauvres que la récession avait frappées tout particulièrement, étant donné que les revenus marchands ont diminué de moitié pendant cette période⁸⁴. La période de 2000 à 2004 a été beaucoup plus solide selon des sources de données nationales. Les familles à faible revenu ont partagé ces gains également⁸⁵.

En revanche, les années 1990 ont marqué une décennie perdue quant au progrès économique des familles mexicaines ayant des enfants. Toutes les familles ayant des enfants ont connu un déclin de leur revenu équivalent marchand médian de 1992 à 2000 (-4,3 p. cent), à cause des pertes de revenu du marché des familles suivant la crise du peso de 1994–1995. Même après avoir tenu compte des transferts gouvernementaux, toutes les familles ayant des enfants ont connu un déclin de 0,1 p. cent de leur revenu disponible médian au cours de la décennie.

Les personnes des secteurs de l'économie à faibles salaires, celles qui n'ont que de maigres économies et une mobilité économique limitée, ont subi le plus grand choc des récessions successives sous forme de salaires et de revenus réduits⁸⁶. Les travailleurs occupant des emplois plus précaires et à faibles salaires, et ceux des secteurs industriels tels que l'agriculture, ont connu les plus grandes pertes^{87,88}. Pas même la stabilité relative des prix depuis 1996 n'a aidé le rétablissement du pouvoir d'achat des revenus de travail.

Depuis 2000, il y a une augmentation de la moyenne des revenus et une croissance réelle du revenu. En même temps, le revenu moyen du travail d'un ménage demeure inférieur aux niveaux enregistrés en 1994⁸⁹. Les niveaux d'emploi ont également glissé, en particulier dans le secteur manufacturier, y compris dans les secteurs des maquiladoras et des secteurs sans maquiladoras⁹⁰. La croissance du PIB a ralenti en 2000 et 2001, mais a repris; par contre, tous les niveaux n'ont pas ressenti cette croissance pendant la période de 1996 à 2000. Les familles mexicaines tentent toujours de récupérer leurs pertes du milieu des années 1990.

Ce qui n'est pas évident dans ces tableaux et dans ces chiffres est le fait que, malgré les gains, en particulier aux États-Unis et au Canada, la croissance du revenu dans les trois pays n'a pas suivi le rythme de la croissance du PIB per capita⁹¹. L'écart entre le revenu familial et la croissance

du PIB per capita est dû en partie à la tendance vers de plus petites familles et à la croissance du nombre de ménages monoparentaux. Mais ce qui est tout aussi important, surtout dans le cas du Mexique, est la pression à la baisse sur les salaires et les revenus liés aux pressions de l'intégration économique et aux niveaux sans précédent des bénéfices des sociétés dans les trois pays. Cette combinaison de facteurs a contribué à l'augmentation des inégalités du revenu qui façonnent présentement la vie des enfants partout en Amérique du Nord—thème que nous aborderons maintenant.

Il y a des signes que l'inégalité du revenu des familles ayant des enfants continue de croître malgré l'augmentation du revenu national aux États-Unis et au Canada. Le Mexique a fait peu de progrès quant à la réduction de ses niveaux très élevés d'inégalité.

La prospérité économique de la fin des années 1990, en particulier aux États-Unis et au Canada, a effectivement amélioré la situation économique de millions de familles ayant des enfants. Par contre, tous les enfants n'en ont pas profité d'une manière égale. Si l'on examine ce qui se dissimule derrière les tendances des revenus, nous voyons que les avantages de la croissance du revenu marchand dans chaque pays se sont concentrés de manière disproportionnée dans les familles à revenu élevé. En effet, l'écart entre les enfants au haut et au bas de l'échelle du revenu a été le plus marqué pendant ces années de croissance économique robuste, même après l'impact des transferts gouvernementaux. Alors que les familles travaillaient de plus en plus fort simplement pour joindre les deux bouts, un grand nombre d'enfants de familles à faible ou modeste revenu ont continué d'être oubliés.

Les inégalités du revenu marchand et disponible croît au Canada, au Mexique et aux États-Unis depuis les années 1980. Les marchés ont bénéficié de manière disproportionnée aux familles au haut de l'échelle du revenu en particulier—bien que les familles de chaque groupe de revenu

INÉGALITÉ DU REVENU : COEFFICIENTS DE GINI, MÉNAGES AYANT DES ENFANTS, PAR PAYS

	REVENU MARCHAND		REVENU DISPONIBLE	
	1991/92	2000	1991/92	2000
CANADA	0,392	0,401	0,274	0,295
MEXIQUE	0,493	0,544	0,473	0,480
ÉTATS-UNIS	0,431	0,458	0,335	0,371

Source : Calculs de l'auteur fondés sur les microdonnées de l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), années sélectionnées; harmonisation des sondages originaux effectuée par l'Étude sur le revenu du Luxembourg, asbl Luxembourg, mise à jour périodique.

Note : La mesure la plus courante pour mesurer l'inégalité est l'indice de concentration de GINI. Il mesure jusqu'à quel point la distribution des revenus s'écarte d'une égalité parfaite (de la valeur 0). Tout changement de 0,01 est considéré comme étant statistiquement significatif.

travaillent plus fort et plus longtemps. L'étendue des interventions gouvernementales par le biais de transferts de revenu n'a pas suffi à combler l'écart grandissant des revenus marchands. L'inégalité des revenus disponibles au Canada, aux États-Unis et au Mexique a augmenté également.

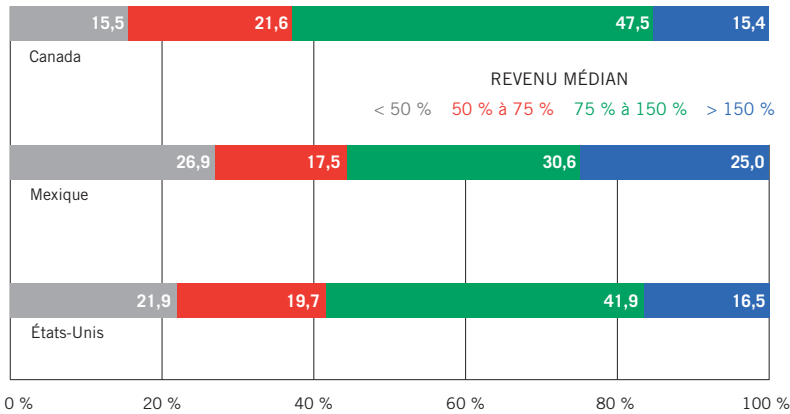
La tendance vers l'inégalité des revenus était distincte dans chaque pays. Les États-Unis ont connu une augmentation marquée des inégalités du milieu des années 1980 au milieu des années 1990. Cette croissance de l'inégalité des revenus s'est ralentie vers la fin des années 1990 quand les familles de toutes les échelles de revenu ont connu des gains. Par contre, pendant toute cette période et depuis 2000, le niveau d'inégalité parmi tous les ménages a continué d'augmenter, quoiqu'à un rythme plus lent⁹².

Au Canada, les transferts du gouvernement ont réussi à compenser l'impact de la croissance de l'inégalité du revenu marchand—un point sur lequel nous reviendrons dans la prochaine section—jusqu'au milieu des années 1990 quand l'inégalité des revenus après impôt a commencé à monter, en particulier chez les familles ayant des enfants. Depuis 2000, le niveau d'inégalité chez les familles ayant des enfants est demeuré relativement le même au Canada : chaque groupe de revenu a connu une modeste croissance de son revenu⁹³.

Le Mexique a connu de très grandes croissances d'inégalités du milieu des années 1980 au milieu des années 1990. Au cours de la période économique la plus récente, après la crise économique de 1994–1995, les inégalités fondées sur le revenu per capita se sont stabilisées et ont commencé à baisser. De plus, la croissance du revenu chez les Mexicains les plus nantis a commencé à se ralentir. En même temps, il y a eu une croissance modeste des revenus moyens et médians chez les familles à revenu faible et moyen. Par contre, les revenus marchands et après impôt demeurent grandement inégaux au Mexique—une importante partie de la richesse au Mexique est contrôlée par un petit groupe de multimilliardaires⁹⁴.

La forme que prend la distribution du revenu dans chaque pays est distincte. Par exemple, comme on peut le voir dans la figure à la page suivante, la proportion des enfants vivant dans des famille à revenu moyen est la plus grande au Canada, bien que la proportion des enfants vivant dans une famille dont le revenu familial dépasse de 150 p. cent du revenu familial médian est la plus élevée au Mexique. Au cours des années 1990 au Canada, il y a eu une croissance de la proportion d'enfants vivant dans des familles quasi-pauvres (dont les revenus représentent de 50 à 75 p. cent du revenu médian) et dans les familles à plus haut revenu (dont les revenus dépassent de 150 p. cent du revenu médian). Au Mexique, la proportion des enfants vivant dans des familles pauvres (dont les revenus sont inférieurs à 50 p. cent du revenu médian) et dans des familles à plus haut revenu a augmenté, alors que la proportion des enfants vivant dans des familles à revenu moyen (dont les revenus représentent de 75 à 150 p. cent du revenu médian) a diminué. Aux États-Unis, la proportion des enfants vivant dans des familles pauvres a chuté en même temps que la proportion de ceux vivant dans des familles à revenu moyen et à plus haut revenu augmentait.

DISTRIBUTION DES ENFANTS PAR CATÉGORIE DE REVENU, PAR PAYS, 2000



Note : enfants de moins de 18 ans.

Source : Calculs par Emilia Nishanen fondés sur les microdonnées de l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), années sélectionnées; harmonisation des sondages originaux effectuée par l'Étude sur le revenu du Luxembourg, asbl Luxembourg, mise à jour périodique.

Seuil de la pauvreté : Pourcentage des enfants vivant dans des ménages dont le revenu disponible est inférieur à 50 % du revenu médian national.

Il y a des explications contradictoires concernant la croissance de l'inégalité qui est maintenant évidente dans plusieurs pays, dont le Canada, le Mexique et les États-Unis. Certaines explications mettent l'accent sur les différences des salaires entre les ouvriers qualifiés et non qualifiés dans l'économie du savoir actuelle, sur l'adoption de nouvelles technologies qui déplacent les ouvriers non qualifiés, sur la transformation des « bons » emplois dans des secteurs tels que le secteur manufacturier qui offrait des salaires relativement élevés en emplois dans les services non syndiqués tels que le commerce de détail ou les services commerciaux où les salaires sont plus faibles, sur la montée des indemnités versées aux cadres supérieurs, et sur la pression accrue exercée sur les ouvriers non qualifiés par le biais de la croissance du commerce international, des impartitions et de l'exploitation extraterritoriale facilitée par des ententes telles que l'ALENA. Toutes ces pressions ont été identifiées en Amérique du Nord et mènent à de hauts niveaux de vulnérabilité économique et d'appauvrissement dans un grand nombre de familles⁹⁵.

Deux facteurs valent la peine d'être soulignés. Au Canada, au Mexique et aux États-Unis, les inégalités relatives aux salaires et aux revenus sont ancrées dans l'augmentation des formes d'emplois précaires dans toute la région, de même que dans la polarisation des compétences. En 2005 par exemple, plus d'un travailleur à temps plein sur cinq au Canada et aux États-Unis (22,2 p. cent et 24,0 p. cent respectivement) recevait un faible salaire—défini comme un revenu inférieur

EN GÉNÉRAL, LES GOUVERNEMENTS EN AMÉRIQUE DU NORD, COMPARATIVEMENT À LEURS HOMOLOGUES EUROPÉENS, ONT MIS L'ACCENT SUR LES RÉGIMES PRIVÉS POUR LES ENFANTS— LA RESPONSABILITÉ DE PRENDRE SOINS DES ENFANTS ET DE LES PRÉPARER À L'AVENIR REPOSE EN GRANDE PARTIE SUR LA FAMILLE.

aux deux tiers du revenu médian⁹⁶. Il existe une tendance d'emploi très polarisée en Amérique du Nord où des emplois pour des professionnels hautement qualifiés coexistent avec un réservoir considérable d'emplois tertiaires, bas de gamme, de routine qui offrent des conditions d'emplois médiocres^{97,98}. Au Mexique, il y a également un large secteur informel où des millions de gens travaillent sans la protection de la loi pour de maigres salaires⁹⁹. Dans ce contexte, la pression à la baisse sur les salaires dans les secteurs exposés à une concurrence accrue, provenant d'autres partenaires régionaux et d'autres pays tels que la Chine, renforce les iniquités dans le marché du travail.

Deuxièmement, les récompenses pour les ouvriers hautement spécialisés n'ont jamais été aussi élevées, alors que tous les désavantages auxquels font face ceux qui sont peu instruits n'ont jamais été aussi grands. À cet égard, le Mexique, avec sa proportion très élevée de travailleurs ayant de faibles niveaux d'instruction, fait face à des plus grands défis que le Canada ou les États-Unis. Historiquement, une très grande partie de la population du Mexique a été employée dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et à faibles salaires, telle que l'agriculture. Les politiques facilitant l'expansion du commerce et les investissements étrangers, lancées par l'ALENA, ont bénéficié surtout à un groupe sélect de travailleurs très instruits. Par ailleurs, la vaste majorité des travailleurs mexicains demeurent bloqués dans les secteurs informels à faibles salaires de l'économie tels que la construction, le commerce et les services¹⁰⁰—qui représentent, selon diverses estimations, d'un tiers à la moitié des toutes les personnes occupant un emploi¹⁰¹.

L'IMPACT ÉCONOMIQUE DE L'IMMIGRATION SUR LES FAMILLES

La migration fait partie de l'expérience de centaines de milliers de familles en Amérique du Nord chaque année. En particulier l'absence de possibilités et la vulnérabilité économique constantes continuent de pousser des centaines de milliers de familles mexicaines à chercher une meilleure vie aux États-Unis. On estime qu'au moins 400 000 Mexicains ont quitté leur pays chaque année pendant les années 1990. Depuis 2000, ces chiffres ont grimpé; l'agence de statistiques mexicaine estime maintenant qu'en moyenne 577 000 Mexicains ont émigré chaque année aux États-Unis de 2000 à 2005. On estime qu'il y a présentement 10 millions de personnes nées au Mexique vivant aux États-Unis. La migration des familles mexicaines aux États-Unis est peut-être l'indicateur le plus puissant de la distribution inégale des possibilités économiques dans l'ensemble de la région de l'Amérique du Nord et de l'échec des programmes de commerce et d'investissement étroitement ciblés par rapport au bien-être de tous les enfants et de leurs familles.

La grande majorité des immigrants mexicains vivant aux États-Unis vivent avec leur famille. Il y a au moins 5 millions d'enfants vivant aux États-Unis qui sont nés au Mexique



ou dont au moins un parent est né au Mexique. Bien que les parents viennent aux États-Unis pour offrir une meilleure vie à leurs enfants, les immigrants mexicains travaillent souvent dans des emplois à faible salaire, surtout dans les services alimentaires, l'entretien, la construction et les industries manufacturières. En fait, en 2005, 42 p. cent des immigrants mexicains vivant aux États-Unis et travaillant à temps plein toute l'année avaient gagné moins de 20 000 \$US par année.

Malgré leurs faibles revenus, tout comme les immigrants partout dans le monde, ils envoient de l'argent à leur famille dans leur pays d'origine. Pour les familles mexicaines de chaque côté de la frontière, la question des envois de fonds est importante. La banque centrale du Mexique estime que la circulation de fonds des migrants vivant aux États-Unis vers des familles au Mexique a gonflé à plus de 23 milliards de dollars en 2006 de 2 à 3 millions de dollars envoyés vers le sud en 1990. Ce montant dépasse les revenus combinés du Mexique provenant du tourisme, de l'aide extérieure et d'investissements étrangers directs. Il s'agit de la deuxième plus importante source de monnaie étrangère au pays, après les exportations de pétrole.

Selon le *U.S. Census American Community Survey* et les estimations du *Pew Hispanic Center*, au moins les deux tiers des immigrants mexicains adultes ont envoyé des fonds aux membres de leur famille au cours des six premiers mois de 2007. La moyenne des montants envoyés par chaque Mexicain est d'environ 3 550 \$ par année. Les envois de fonds représentent le tiers du revenu familial des ménages mexicains qui disent en recevoir. Un échantillon du recensement de 2000 indique qu'environ 4 p. cent des familles reçoivent des envois de fonds, mais on considère qu'il s'agit d'une estimation très basse. De plus, dans les États de grande migration comme le Zacatecas, on estime que jusqu'à 45 p. cent des familles reçoivent des envois de fonds.

Il y a des signes que le flux d'envois de fonds diminue en réaction au ralentissement actuel dans l'industrie du logement aux États-Unis et à la mise en application de lois des gouvernements étatiques et locaux menaçant les entreprises de pénalités plus sévères si elles emploient des immigrants sans papier de même que les propriétaires qui acceptent de les loger. Les lois imposant l'anglais comme seule langue ont également proliféré, rendant la recherche d'emploi plus difficile pour les immigrants. Selon un sondage parrainé par l'*Inter-American Development Bank*, plus de 80 p. cent des immigrants interrogés ont déclaré qu'ils avaient plus de difficulté à trouver du travail en 2007 qu'en 2006 parce qu'il y avait moins d'emplois et plus d'employeurs exigeant des papiers de travailleur légal. Il en découle qu'environ un demi-million de migrants vivant aux États-Unis ont cessé d'envoyer des fonds chez eux et, alors que 80 p. cent des immigrants avaient envoyé de l'argent aux membres de leur famille en 2006, seulement 56 p. cent ont indiqué



LE SOUTIEN PUBLIC
DES ENFANTS PEUT
FAIRE ET FAIT UNE
DIFFÉRENCE DANS
LA STIMULATION
DE LA SÉCURITÉ
ÉCONOMIQUE DES
FAMILLES.

l'avoir fait en 2007. Ainsi, au cours de la dernière année, deux millions de personnes au Mexique ont perdu un soutien vital.

Références : Consejo Nacional de Población (Conapo). *La Situación Demográfica de México 2006, 2007*; Jeffrey Passel, « The Size and Characteristics of the Unauthorized Migrant Population in the U.S.: Estimates based on the March 2005 Current Population Survey », *Research Report*, Pew Hispanic Centre, Washington, 7 mars, 2006; Pew Hispanic Centre, *Fact Sheet: Indicators of Recent Migration Flows from México*, Washington, 30 mai, 2007; Pew Hispanic Center, *Foreign Born at Mid-Decade*, 2006; Washington Miriam Wasserman, *Children and North American Economic Integration*, Children and North America Project, Background Paper, 2005; Inter-American Development Bank, *Survey of Mexican and Central American Immigrants aux États-Unis*, Washington, 2007.

RESSOURCES PUBLIQUES POUR LES ENFANTS

La participation des Nord-Américains au marché du travail est parmi les plus élevées au monde. En même temps, comme le révèle notre analyse, un grand nombre de familles ayant des enfants se débattent avec des revenus au seuil de la pauvreté. Cela suggère que l'emploi à lui seul ne sert pas toujours d'amortisseur contre la pauvreté, et qu'il y a des différences marquées dans la capacité qu'ont les Nord-Américains de tirer suffisamment de revenu du marché du travail pour atteindre un niveau de vie adéquat pour leur famille. C'est pourquoi les gouvernements en sont venus à jouer un rôle si important dans la protection des enfants et de leur famille contre les vicissitudes du marché.

À cette fin, les gouvernements offrent un éventail de soutiens conçus pour améliorer la sécurité économique des familles—crédit d'impôt pour enfants, prestations pour les handicapés, assurance-emploi, programmes d'adaptation au marché du travail et d'autres formes d'aide sociale telles que l'aide sociale et les coupons alimentaires. Les gouvernements investissent également des montants substantiels dans les soins de santé et l'éducation, des investissements cruciaux pour la sécurité économique à long terme des enfants et de leur famille. Les pays qui investissent dans un éventail de programmes de soutien public ont démontré qu'ils réduisent les risques de voir les enfants grandir dans la pauvreté—un indicateur clé de la sécurité économique d'une famille¹⁰². Qu'a-t-on vécu en Amérique du Nord?

Le Canada et les États-Unis ont des systèmes de soutien du revenu pour les familles ayant des enfants plus solides qu'au Mexique. Ces types de soutien sont importants pour atténuer l'impact des développements dans le marché et servent à protéger les enfants contre la pauvreté.

Les approches des gouvernements varient grandement quant à la prestation de services et de programmes de soutien du revenu¹⁰³. En général, les gouvernements en Amérique du Nord,

comparativement à leurs homologues européens, ont mis l'accent sur les régimes privés pour les enfants—la responsabilité de prendre soins des enfants et de les préparer à l'avenir repose en grande partie sur la famille. Cela est particulièrement vrai aux États-Unis, comparativement au Canada où l'infrastructure de soutien des familles est plus solide. Le Mexique, en tant que pays en développement, bâtit encore son infrastructure sociale et, ainsi, sa protection de la population et son soutien aux enfants et aux familles sont encore minimes et inégaux.

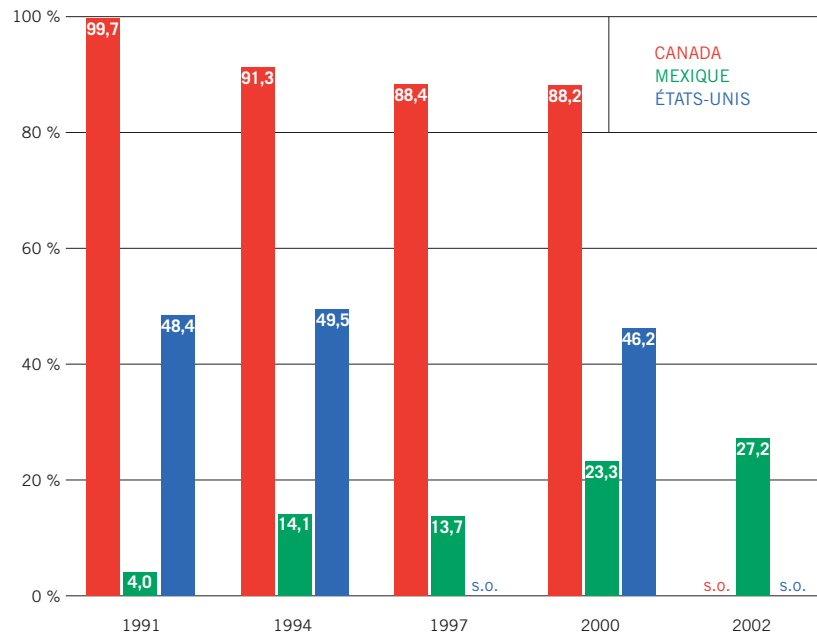
Les différences dans les ressources publiques sont évidentes quand on regarde le rôle des programmes de soutien du revenu¹⁰⁴. Par exemple, en 2000, la majorité des enfants au Canada (88,2 p. cent) vivaient dans une famille qui déclarait avoir reçu un revenu d'un programme gouvernemental ou plus. Aux États-Unis, un peu moins de la moitié des enfants de moins de 18 ans (46,2 p. cent) vivaient dans une famille recevant des transferts ou des paiements du gouvernement. Quant au Mexique, moins du quart des enfants (23,3 p. cent) ont reçu des transferts de revenu en 2000.

Ces conclusions se reflètent dans les niveaux des dépenses sociales destinées aux enfants et aux familles¹⁰⁵. Le Canada consacre une plus grande part de son PIB à des dépenses destinées aux enfants (environ 6 p. cent) que les États-Unis. Par contre, les États-Unis consacrent une plus grande part de leur PIB aux enfants que le Mexique—2,5 p. cent et 1,5 p. cent respectivement. Les pays qui consacrent 10 p. cent ou plus de leur PIB à des dépenses sociales pour les enfants enregistrent les niveaux les plus bas de pauvreté chez les enfants; ceux qui consacrent moins de 5 p. cent tendent à avoir les niveaux les plus élevés de pauvreté chez les enfants¹⁰⁶.

Les tendances des dépenses semblent cependant être en voie de changer. Au Canada, la proportion d'enfants recevant des transferts a chuté à mesure que le Canada s'orientait vers des soutiens du revenu plus étroitement ciblés. Cela découle des efforts entrepris au milieu des années 1990 visant à réduire plus en profondeur les dépenses relatives aux programmes sociaux, entraînant ainsi des réductions importantes des transferts aux provinces pour des programmes tels que l'aide sociale, la garde d'enfants et les programmes de sécurité du revenu pour la population d'âge actif (p. ex. l'assurance-emploi). Bien que des dépenses fédérales ciblées pour les enfants aient été maintenues et enrichies à la fin des années 1990 avec l'introduction de la Prestation fiscale canadienne pour enfants¹⁰⁷, il y a eu une chute importante dans les dépenses totales relatives aux services sociaux de 18,8 p. cent du PIB en 1990 à 16,7 p. cent en 2000¹⁰⁸. Dans l'ensemble, la moyenne du montant reçu par les familles des transferts gouvernementaux (tout transfert de revenu) a baissé de 12,2 p. cent¹⁰⁹. Les niveaux de pauvreté chez les enfants auraient été plus élevés étant donné les faibles revenus des familles à revenu faible ou moyen, s'il n'y avait pas eu les augmentations des prestations ciblées pour enfants¹¹⁰.

Aux États-Unis, la proportion des enfants recevant des transferts a chuté légèrement de 1991 à 2000, soit 2,2 points de pourcentage. Bien qu'en général les dépenses relatives aux programmes

POURCENTAGE DES ENFANTS VIVANT DANS DES MÉNAGES
QUI DÉCLARENT DU REVENU DE PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX



Note : les données du Mexique sont de 1992, 1994, 1996, 2000 et 2002.

s.o. : sans objet.

Source : Calculs de l'auteur fondés sur les microdonnées de l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), années sélectionnées; harmonisation des sondages originaux effectuée par l'Étude sur le revenu du Luxembourg, asbl Luxembourg, mise à jour périodique.

sociaux aient augmenté de 13,4 p. cent à 14,6 p. cent du PIB pendant cette période¹¹¹, la proportion des bénéficiaires ciblant les enfants proportionnellement au PIB a baissé d'environ un point de pourcentage. En fait, l'ensemble des revenus de transfert destinés aux familles a chuté de 6,4 p. cent de 1991 à 2000¹¹². Plus récemment, les dépenses relatives aux programmes sociaux ont augmenté proportionnellement au PIB à cause de la croissance des coûts des soins de santé. Par contre, on prévoit que les dépenses relatives aux enfants diminueront proportionnellement au PIB, étant donné que les dépenses en sécurité sociale, en Medicare et en Medicaid absorbent une plus grande part des ressources publiques¹¹³.

Les dépenses fédérales relatives aux enfants aux États-Unis ciblent de plus en plus les pauvres. De toutes les dépenses fédérales relatives aux enfants, la partie consacrée aux enfants pauvres a augmenté de 11 p. cent en 1960 à 61 p. cent en 2006. Au fil du temps, les programmes de

transfert de fonds tels que les crédits et les exemptions d'impôt et les prestations d'aide sociale ont perdu du terrain devant les dépenses ciblées en nature telles que celles sur les coupons alimentaires, le logement et Medicaid—de 92 p. cent de toutes les dépenses relatives aux enfants en 1960 à 49 p. cent en 2006. Cependant, le lancement du crédit d'impôt pour enfants en 1997, en conjonction avec les augmentations du crédit d'impôt sur les revenus salariaux, a stimulé les transferts de fonds. Combinés, les programmes fiscaux représentent maintenant 34,4 p. cent du total des dépenses relatives aux enfants, moins de la moitié de leur part en 1960¹¹⁴.

Au Mexique, la mise en vigueur d'une suite de programmes de soutien du revenu pour les familles ayant des enfants a augmenté de manière constante la proportion des enfants recevant du soutien du gouvernement, de 4,0 p. cent des enfants de moins de 18 ans en 1992 à 27,2 p. cent en 2002. Plus récemment, en 2000, l'administration Fox a lancé le programme *Oportunidades*, une expansion du programme anti-pauvreté de 1997, *Progresa*. *Oportunidades* est un système de transferts et de services de soutien conditionnel visant les familles vivant dans une extrême pauvreté, dans les régions urbaines et rurales. Le programme se divise en trois composantes. Premièrement, des prestations de base sont disponibles pour les familles très pauvres et sont versées directement aux mères, à condition que les enfants fréquentent l'école. Le niveau des prestations est fondé sur une estimation du manque à gagner de l'enfant. Les paiements augmentent à mesure que l'enfant grandit et ils sont fixés à un niveau plus élevé pour les filles à l'école secondaire pour les encourager à participer. Le programme offre des ressources supplémentaires aux écoles dans les collectivités où il est appliqué afin de faire face à la croissance de la participation. Deuxièmement, *Oportunidades* a une composante sur la santé en vertu de laquelle des ressources sont fournies à la collectivité pour étendre la prestation de soins de première ligne aux familles pauvres. Troisièmement, la composante sur la nutrition offre un paiement au comptant fixe aux familles pour améliorer leur consommation de nourriture. Des compléments alimentaires sont offerts aux enfants de 4 mois à 2 ans, aux poupons non sevrés et aux mères qui allaitent. On offre aussi ces compléments aux enfants de 2 à 5 ans qui risquent la malnutrition ou qui sont mal nourris. Pour continuer d'être admissibles à ces avantages, les familles doivent visiter les cliniques de santé régulièrement.

Oportunidades a eu un impact sur le niveau de pauvreté extrême au Mexique, en particulier dans les régions rurales. Conjointement avec l'amélioration du marché du travail, les niveaux de pauvreté extrême et de pauvreté légère ont diminués depuis 2000. On estime que, dans l'ensemble, les transferts destinés aux enfants représentent en moyenne 22 p. cent du revenu mensuel des familles participantes¹¹⁵. En même temps, les investissements dans les services de santé et d'éducation ont été considérablement réduits. La qualité de ces services a été remise en question¹¹⁶. De plus, les niveaux de financement de ces types de soutien de base tendent à être instables. En effet, les recherches indiquent qu'il y a eu une réduction significative (65,5 p. cent) de la valeur du revenu des transferts parmi les familles ayant des enfants de 1989 à 1998¹¹⁷. Il y



a eu des progrès positifs récemment, mais la situation sous-jacente des finances publiques n'est pas stable. Il reste encore beaucoup à faire pour établir une fondation financière solide pour ces programmes vitaux.

Le système de soutien du revenu des familles au Canada est plus efficace pour la réduction des niveaux de pauvreté chez les enfants que les soutiens du revenu offerts aux États-Unis ou au Mexique.

Le soutien public des enfants peut faire et fait une différence dans la stimulation de la sécurité économique des familles. Les plus hauts niveaux de soutien se traduisent par des niveaux plus faibles d'insécurité économique. Une des raisons pour lesquelles le niveau de pauvreté chez les enfants est relativement élevé aux États-Unis et au Mexique est que le niveau de soutien public est relativement faible comparativement à d'autres pays qui ont des programmes sociaux plus complets.

Afin d'analyser l'impact du soutien public des enfants au Canada, au Mexique et aux États-Unis, nous avons analysé le niveau de pauvreté chez les enfants avant et après les transferts gouvernementaux. Dans le premier cas, nous avons en fait le niveau de pauvreté lié au revenu marché—le niveau de pauvreté chez les enfants qui existerait si les forces du marché l'emportaient. En pratique, cet exercice ne tient pas compte des changements possibles de comportement des familles ou des employeurs pouvant découler du retrait des prestations. Par contre, il offre une mesure de la distribution des récompenses du marché du travail et du rôle clé que jouent les gouvernements par l'entremise des transferts de revenu dans la redistribution du revenu.

Comme on peut le voir dans le tableau à la page suivante, 15,5 p. cent des enfants au Canada étaient pauvres en 2000, mais 24,0 p. cent d'entre eux souffraient de pauvreté lié au marché. En d'autres mots, si on ne tenait compte que du revenu marchand, plus d'un demi-million d'enfants canadiens auraient été considérés pauvres. Les efforts du gouvernement ont effectivement baissé les niveaux de pauvreté liée au marché de 35,4 p. cent. Aux États-Unis et au Mexique, au contraire, les niveaux de pauvreté chez les enfants calculés selon le revenu marchand et le revenu disponible étaient plutôt similaires. L'étendue du soutien gouvernemental était moins élevée dans ces pays qu'au Canada. Au début de 2000, les États-Unis le niveau de pauvreté lié au marché était de 26,8 p. cent et l'intervention du gouvernement l'a réduit de 18,3 p. cent.

Le niveau du soutien destiné aux enfants était encore plus bas au Mexique. En 2000, le niveau de pauvreté chez les enfants découlant uniquement du marché était de 28,1 p. cent comparativement à un niveau de 26,9 p. cent suivant l'intervention du gouvernement, donnant une réduction de 4,3 p. cent. La nature hautement ciblée du soutien du revenu au Mexique fait en sorte que seulement un nombre limité de familles peut bénéficier de l'appui du gouvernement. En fait, les prestations aident à réduire la profondeur de la pauvreté, mais ne réussissent pas à sortir les enfants et leur famille de la pauvreté.

PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS AVANT ET APRÈS LES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT, PAR PAYS

	1991-1992		1994		1996-1997		2000	
	AVANT	APRÈS	AVANT	APRÈS	AVANT	APRÈS	AVANT	APRÈS
CANADA	24,1 %	15,3 %	25,4 %	15,4 %	25,2 %	15,7 %	24,0 %	15,5 %
MEXIQUE	26,0 %	24,6 %	26,6 %	26,2 %	27,2 %	25,0 %	28,1 %	26,9 %
ÉTATS-UNIS	30,2 %	25,6 %	29,9 %	24,5 %	28,4 %	22,5 %	26,8 %	21,9 %

Source : Calculs de l'auteur fondés sur les microdonnées de l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), années sélectionnées; harmonisation des sondages originaux effectuée par l'Étude sur le revenu du Luxembourg, asbl Luxembourg, mise à jour périodique.

Seuil de la pauvreté : Pourcentage des enfants vivant dans des ménages dont le revenu disponible est inférieur à 50 % du revenu médian national.

Note : les données du Mexique sont de 1992, 1994, 1996 et 2000.

Nancy Birdsall, présidente du Center for Global Development, soutient que dans les économies de marché avancées, il y a généralement un contrat social bien défini qui tempère les inégalités du revenu et les possibilités que génèrent naturellement les marchés. Les systèmes d'impôt progressif assurent une certaine redistribution par le biais du financement par l'État de possibilités d'éducation à tout le moins minimales pour tous et d'une forme de soutien aux chômeurs et aux personnes âgées. Par contre, dans les pays en développement tels que le Mexique qui ne possèdent pas d'infrastructure sociale, les réformes économiques que la concurrence dans les marchés mondiaux requière, et les dangers que ces réformes constituent pour la stabilité économique, tendent à exacerber les inégalités existantes, créant ainsi d'énormes pressions sociales. Les conséquences destructives de l'inégalité demeurent l'un des plus grands défis des familles et des gouvernements qui veulent offrir un meilleur avenir aux enfants dans toute la région.

Conclusion

Les affaires internationales ont toujours joué un rôle dans le développement des enfants, mais la portée des forces à l'extérieur des frontières nationales est devenue plus vaste et affectera vraisemblablement plus la vie au jour le jour des enfants et des familles que par le passé. Cela est particulièrement vrai si on regarde les circonstances économiques des enfants qui grandissent aujourd'hui en Amérique du Nord, une des régions les plus peuplées du monde.

En général, nous voyons que la majorité des enfants des États-Unis et du Canada vivent dans des ménages économiquement sûrs. Ils ont accès à tout un éventail de produits et de services de base tels le logement, la nourriture et les soins de santé qui sont essentiels à leur sain développement. Il y a pourtant en même temps une minorité importante d'enfants vivant dans des familles économiquement fragiles. De plus, les désavantages économiques sont concentrés chez certains groupes d'enfants, en particulier ceux qui vivent dans des familles monoparentales, par exemple, ou les enfants d'ascendance autochtone. Ces enfants vivront plus probablement dans un logement inférieur aux normes, souffriront d'insécurité alimentaire et seront limités dans l'accès aux soins de santé et à d'autres produits et services qui facilitent un développement sain. Bien que la proportion des enfants vivant dans la pauvreté ait baissé pendant le boom économique des années 1990, elle s'est mise plus récemment à stagner et demeure élevée par rapport aux normes internationales.

Il est évident que le bien-être économique des enfants varie substantiellement dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. Il y a des disparités frappantes dans le bien-être économique des enfants et de leur famille entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Pourtant l'expérience d'une inégalité croissante du revenu et de la ségrégation par revenu est beaucoup trop courante chez tous les enfants en Amérique du Nord, même au moment où chaque économie se redressait au début et au milieu des années 1990 et enregistrait une croissance substantielle. Cela suggère qu'il existe des disparités significatives et troublantes également au sein même de chaque pays de l'Amérique du Nord.

L'aggravation de l'inégalité au Canada, au Mexique et aux États-Unis chez les familles ayant des enfants survient dans le contexte d'une intégration économique accrue. Les résultats de cette étude, et d'autres, suggèrent que les possibilités et les coûts découlant d'une plus grande intégration économique n'ont pas été distribués équitablement. Les pertes économiques liées à la croissance de la concurrence tendent à se concentrer dans certaines collectivités et familles en particulier. De plus, les gains économiques tendent à favoriser un groupe spécifique : les travailleurs ayant un haut niveau d'instruction sont ceux qui ont le plus profité des plus grandes possibilités de revenu dans les trois pays.

L'intégration économique n'est qu'une dimension du développement économique en Amérique du Nord—mais elle est importante. Bien qu'il y ait des tendances sociales et démographiques significatives agissant pour réduire la vulnérabilité économique dans l'ensemble de l'Amérique du



Nord (p. ex. la croissance des niveaux d'instruction), les tendances du marché du travail continuent de saper la sécurité économique des enfants et de leur famille. Les pressions à la baisse sur les salaires, les difficultés économiques des familles dont le capital humain est faible, la concentration des désavantages par race—toutes des tendances évidentes en Amérique du Nord—façonnent l'avenir des enfants dans chaque pays. Même lorsque les économies nationales se sont redressées au début et au milieu des années 1990 et que les niveaux de pauvreté ont commencé à chuter, les familles au haut de l'échelle du revenu ont continué de progresser plus rapidement que les autres.

La réaction des gouvernements dans les trois pays a été inadéquate face aux hauts niveaux d'insécurité économique chez les familles ayant des enfants. Des changements significatifs apportés aux politiques et aux priorités des dépenses des gouvernements en Amérique du Nord ont transformé les types de soutien auxquels avaient accès les familles, surtout les familles à faible revenu. Le soutien du revenu est maintenant plus ciblé au Canada, au Mexique et aux États-Unis, rendant les familles à revenu faible et moyen plus vulnérables aux pressions du marché. Chose certaine, il y a eu peu de réactions au déplacement économique découlant de l'intensification de l'intégration économique régionale se produisant sous l'ALENA et une concurrence internationale accrue.

La situation au Mexique surtout exige d'être soulignée. La lente croissance économique et les hauts niveaux d'inégalités du revenu au Mexique ont créé une insécurité économique et une défavorisation généralisées. La vulnérabilité aux adversités telles que la mauvaise santé, le chômage, les faibles récoltes et les catastrophes naturelles demeure très répandue, affectant les pauvres et les non-pauvres dans les régions rurales et urbaines, en particulier ceux qui travaillent dans le secteur informel et qui ont un accès très limité aux soutiens sociaux publics tels que les soins de santé. La situation des groupes autochtones est particulièrement précaire à cause des tendances historiques d'exclusion sociale et des niveaux de pauvreté très profonds¹¹⁹.

Étant donné ce que nous savons maintenant, il y a quelques domaines de politiques clés au moyen desquels les gouvernements pourraient aider à assurer que les enfants peuvent profiter des nouvelles possibilités tout en réduisant l'impact dévastateur découlant du fait d'avoir grandi dans la pauvreté¹²⁰. Il est essentiel d'établir et de maintenir des services et du soutien pour les enfants et leur famille pour créer un contexte où les enfants peuvent grandir et s'épanouir. Les programmes gouvernementaux sur le revenu peuvent jouer, et jouent, un rôle important dans la prévention et l'atténuation de la pauvreté des enfants et des familles. De la même façon, la garde d'enfants de qualité, le logement abordable et l'universalité des soins de santé sont des éléments clés d'une stratégie globale de réduction de la pauvreté. L'aide à l'adaptation pour les familles touchées directement par les déplacements économiques est également importante puisque son absence peut dévaster les familles et des collectivités entières.

L'instruction est un autre domaine où les politiques des gouvernements pourraient aider les enfants à bénéficier des possibilités accrues qui se trouvent dans le nouvel environnement économique. Bien que l'instruction en soi ne garantisse pas la sécurité économique, elle est devenue plus importante dans les trois économies. Le manque d'instruction a créé de véritables pertes de revenu et de statut social relatives chez les travailleurs et leur famille. L'amélioration de la qualité de l'instruction, surtout au Mexique, est importante pour réaliser le plein potentiel des enfants.

Un marché du travail qui fonctionne bien et des politiques sociales efficaces sont essentiels à la création d'une croissance plus solide et équitable. À cette fin, pour encourager la création d'un plus grand nombre d'emplois—plus productifs surtout—it faut prendre des mesures étendues, incluant l'instruction et des réformes du marché du travail et des politiques sociales. Pour s'attaquer au problème du secteur informel au Mexique, il faut également des mesures destinées au marché du travail permettant de renforcer les stimulants de l'emploi dans le secteur structuré, particulièrement pour les travailleurs à faible salaire.

S'assurer de la protection des droits des enfants devient une question régionale lorsque ce qui se passe dans un pays a des conséquences sur la vie des enfants vivant dans un autre pays. De plus, à mesure que les frontières entre les pays s'estompent, il est moins facile de déterminer lequel des pays s'occupe du bien-être des enfants tels que les enfants de migrants ou d'immigrants sans papier ayant des allégeances à plus d'un pays. Il serait certainement possible que le Canada et les États-Unis s'efforcent davantage d'aligner les politiques en matière d'immigration sur leurs objectifs de développement économiques globaux. Le partage des recettes fiscales provenant de la main-d'œuvre d'immigrants qualifiés entre les pays, par exemple. Ou encore, faire l'effort de réduire les frais des transactions d'envois d'argent.

La croissance économique en soi n'est pas une prescription pour le développement sain des enfants. L'intégration régionale qui ne tient pas compte des conséquences éventuellement négatives de l'intégration et de la restructuration économique—qui n'assurent pas les programmes et le soutien nécessaires pour faciliter le développement social—est destinée à enraciner davantage les iniquités dans l'avenir. L'intégration régionale qui n'adopte pas la perspective d'un enfant ne tient pas compte de notre plus grand et de notre meilleur espoir pour un avenir équitable et prospère.

Les enfants d'aujourd'hui dépendent de leur famille, de leur communauté et de leurs institutions locales et nationales pour appuyer leur bien-être actuel et leurs perspectives d'avenir. Les enfants d'aujourd'hui dépendent aussi de nations travaillant ensemble pour créer ce que les Nations Unies appellent « un monde digne des enfants » où les nations s'engagent à protéger les droits et le bien-être de tous les enfants. Attirer l'attention sur le bien-être des enfants sur le fond de scène des changements économiques et sociaux profonds est le but du *Projet sur les enfants en Amérique du Nord*. Mais il ne suffit pas d'assurer du suivi. Les données n'ont du pouvoir que si ceux qui s'occupent des enfants et des familles les utilisent pour stimuler l'action.

NOTES EN FIN D'OUVRAGE

1. G. Duncan, *et al.*, « Economic Deprivation and Early Childhood Development », *Child Development*, 1994, Vol. 65:296–318; S. J. Gunn, *Consequences of Growing Up Poor*, New York: Russell Sage Foundation, 1997; G. Duncan et J. Brooks-Gunn, « Family Poverty, Welfare Reform and Child Development », *Child Development*, 2000, Vol. 71:188–96; S. Phipps et L. Curtis, « La pauvreté et le bien-être de l'enfance au Canada et aux États-Unis : La façon dont nous mesurons la pauvreté a-t-elle de l'importance? », étude commandée par la Direction générale de la recherche appliquée, Ressources humaines et Développement social, SP-556-01-03F, 2000; J. Bradshaw, *Poverty: The Outcomes for Children*, London: Family Policy Studies Centre/National Children's Bureau, 2001.
2. Des indicateurs économiques comparatifs ont été puisés dans l'Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), une collection d'enquêtes sur le revenu des ménages. Ces enquêtes offrent des renseignements normalisés sur la démographie, le revenu et des dépenses à trois niveaux différents : le ménage, l'individu et l'enfant, d'un grand nombre de pays.
3. Centre de recherches UNICEF Innocenti, *La pauvreté et les enfants en perspective : vue d'ensemble du bien-être des enfants dans les pays riches*, Bilan Innocenti 7, Florence, Italie : Centre de recherches UNICEF Innocenti, 2007:5. Accessible à http://www.unicef.ca/portal/Secure/Community/508/WCM/PRESS/IRC7/rc7_fre.pdf.
4. Centre de recherches UNICEF Innocenti, *La pauvreté des enfants dans les pays riches*, Bilan Innocenti 6, Florence, Italie : Centre de recherches UNICEF Innocenti, 2005:7. Accessible à www.unicef.ca/portal/Secure/Community/508/WCM/PRESS/IRC7/rc7_fre.pdf.
5. Le revenu équivalent est un concept de revenu selon lequel les revenus des ménages de différents types sont rendus comparables en prenant en considération les avantages du partage de la consommation. Il est défini comme étant le revenu du ménage d'une personne ajusté selon les différences dans la taille du ménage. Les personnes non apparentées sont considérées comme étant une famille d'une personne. Chaque membre d'un ménage donne à le même revenu équivalent, quels que soit son âge ou ses relations familiales. L'échelle d'équivalence de l'Étude sur le revenu du Luxembourg utilisée ici est calculée comme étant la racine carrée du nombre de personnes vivant dans le ménage. Aucune distinction n'est faite entre les adultes et les enfants.
6. À moins d'indication contraire, le revenu disponible est utilisé dans ce rapport pour analyser la pauvreté chez les enfants. Le revenu disponible est le revenu total provenant des toutes les sources, y compris des transferts gouvernementaux (revenu brut), moins le montant versé en impôt direct tel que les cotisations salariales obligatoires et l'impôt sur le revenu. Tim Smeeding, *et al.*, *Making Cross-Country Comparisons of Income Distributions*, Étude sur le revenu du Luxembourg, Étude préparée pour le 26e congrès de l'International Association for Research in Income and Wealth, Cracovie, Pologne, 3 août 2000, www.ariatw.org/papers/2000/smeeding.pdf.
7. Cette mesure relative de la pauvreté est utilisée couramment dans la recherche comparative. L'accent mis sur le contexte national est important parce que, comme le soutient l'UNICEF dans *Vue d'ensemble du bien-être des enfants dans les pays riches*, « l'élément incisif de la pauvreté et le contraste quotidien entre la vie des pauvres et celles de autres » (UNICEF, 2007:6). En même temps, cette définition a ses limites, la moindre étant qu'elle ne tient pas compte des divers niveaux de richesse nationale, une considération essentielle dans un rapport sur le statut économique des enfants en Amérique du Nord. De plus, elle ne mesure que la privation de revenu et ne saisit pas toutes les ressources qu'une famille donnée pourrait avoir ou non, ou la façon dont de telles ressources sont distribuées au sein de la famille.
8. Les seuils de revenu respectifs en 2000 pour le Canada, le Mexique et les États-Unis étaient de 10 371 \$ de PPA en \$US, de 1 802 \$ de PPA en \$US et de 12 047 \$ de PPA en \$US, respectivement. Les points de référence pour la pauvreté sont présentés en dollars US, calculés selon la parité des pouvoirs d'achat (PPA). Les PPA sont des taux de conversion monétaire qui convertissent en une monnaie commune – dans ce cas en dollars US – et égalise le pouvoir d'achat des diverses monnaies. En d'autres mots, elles éliminent les différences dans les niveaux des prix entre les pays pendant le processus de conversion.
9. Étude sur le revenu du Luxembourg (LIS), principales données, extraites le 20 août 2007 à www.lisproject.org/keyfigures.htm. Des données plus récentes du Mexique révèlent une diminution de la pauvreté chez les enfants, de 26,9 p. cent en 2000 à 24,8 p. cent en 2002.
10. Centre de recherches UNICEF Innocenti, *La pauvreté des enfants dans les pays riches*. Voir aussi W. Chen et M. Corak, « *Child Poverty and Changes in Child Poverty* », document de travail Innocenti de l'UNICEF, n° 2005-02. Données fondées sur les renseignements provenant de l'Étude sur le revenu du Luxembourg.
11. U.S. Census Bureau, « Table 3. Poverty Status of People, by Age, Race, and Hispanic Origin: 1959 to 2006 », consulté en direct à www.census.gov/hhes/www/poverty/hstpov/hstpov3.html, le 2 octobre 2007. Ces données sont fondées sur des calculs qui utilisent les seuils de pauvreté officiels, établis par le U.S. Office of Management and Budget. Il s'agit d'une série de seuils des revenus selon la taille et la composition d'une famille.

28. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale*, Rome: FAO, 1996, www.fao.org/docrep/003/w3613e/w3613e00.htm.
29. Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), la nourriture et les boissons non alcoolisées représentaient 22,9 p. cent de la moyenne des dépenses mensuelles au Mexique en 2002 comparativement à 8,6 p. cent aux États-Unis en 2003. Source: « Household Income and Expenditure Statistics », Table 2: *Distribution of Household Expenditure Groups*, 2005. Données extraites le 19 avril 2007.
30. Bane et Zenteno estiment que l'incidence de la pauvreté aux États-Unis auraient été de 1,8 p. cent en 2000 selon le seuil d'extrême pauvreté du Mexique. Bane et Zenteno, 2005:15. Pour la définition de la PPA, voir la note 8.
31. INEGI, Encuesta Nacional de Ingresos Gastos de los Hogares, 2005.
32. Carmen DeNavas-Walt, Bernadette Proctor, Cheryl Hill Lee, « Income, Poverty and Health Insurance Coverage in the United States: 2006 », Washington: U.S. Census Bureau Current Population Reports, August 2007:60-233. www.census.gov/prod/2007pubs/p60-233.pdf
33. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 2005:58.
34. DeNavas-Walt, Proctor et Lee, « Income, Poverty and Health Insurance Coverage in the United States: 2006 ».
35. Estimations du *XII Censo General de Población y Vivienda 2000* et des *Indicadores Socioeconómicos de los Pueblos Indígenas de México 2002*.
36. Voir Société canadienne d'hypothèques et de logement (2003), Le point de recherche : *Itinérance des familles : Causes et solutions*. Préparé par le Social Planning Council of British Columbia.
37. Les prix du logement médians étaient encore abordables en général au Canada et aux États-Unis comparativement à des pays tels que l'Australie, l'Irlande et le Royaume-Uni, selon la Demographia International Housing Affordability Survey. Cependant, il y a eu une baisse générale de l'abordabilité. Des 107 marchés du logement américains analysés dans l'enquête, seulement un tiers a été jugé abordable. Au Canada, les revenus médians et les prix médians du logement étaient équilibrés seulement dans 7 des 17 marchés du logement inclus dans l'enquête. Demographia, *3rd Annual International Housing Affordability Survey, 2007: Ratings for Major Urban Markets*, 2007, www.demographia.com/dhi-ix2005q3.pdf.
38. Le Conseil canadien de développement social utilise les fichiers principaux de l'*Enquête sur la dynamique du travail et du revenu*, 2003, de Statistique Canada.
39. John Engeland, « Exclusion d'un logement acceptable : Les Canadiens en situation de besoin impérieux de logement », *Horizons*, 2004, Vol. 7, no 2, Projet de recherche sur les politiques, Ressources humaines et développement social Canada. Accessible à http://www.policyresearch.gc.ca/doclib/v7n2_f.pdf.
40. Federal Interagency Forum on Child and Family Statistics, *America's Children: Key National Indicators of Well-Being*, 2006, Table PHY4, consulté en direct à www.childstats.gov/americaschildren/xls/phy4.xls, le 7 avril 2007.
41. En 2000, 5,8 p. cent des enfants mexicains de moins de 18 ans (2 254 103) n'avaient pas d'électricité dans leur maison, une chute de 9,2 points de pourcentage par rapport à 1990. La proportion d'enfants vivant dans une maison ayant de la plomberie à l'intérieur a augmenté de 59,0 p. cent en 1990 à 72,5 p. cent en 2000, et la proportion de ceux vivant dans une maison où il y a un accès intérieur à l'eau a augmenté de 43,7 p. cent à 50,0 p. cent pendant cette même période. Source : INEGI, *Estimations from XII Censo General de Población y Vivienda 2000 and Indicadores Socioeconómicos de los Pueblos Indígenas de México 2002*.
42. Voir OCDE, *Society at a Glance: OCDE Social Indicators 2006 Edition*, 2006, Table EQ8.1.
43. Paul Taylor, Cary Funk et Peyton Craighill, *Once Again, the Future Ain't What It Used to Be*, Washington: Pew Research Center, 2006.
44. Ibid.
45. Cette section suit le cadre présenté par Chen et Corak (2005:14), examinant les trois types de déterminants du bien-être économique.
46. Centre de recherches UNICEF Innocenti, *La pauvreté des enfants dans les pays riches*, 2005 : Tableau 2.
47. Dans cette analyse, les familles monoparentales sont définies comme étant des ménages sans couple ayant des enfants. Nous les ventilons par sexe du chef du ménage. Nous utilisons les familles monoparentales pour décrire ce groupe, reconnaissant qu'il peut y avoir des ménages sans couple ayant des enfants qui ne sont pas les enfants du chef du ménage (p. ex. des frères, des sœurs, d'autres membres de la famille).

48. Les données sur le nombre d'enfants et de ménages par type de famille sont fondées sur l'analyse de l'Étude sur le revenu du Luxembourg, années sélectionnées.
49. Voir Red por los Derechos de la Infancia en México, *La Infancia Cuenta en México, 2006*. www.infanciacuenta.org/Documentos/ICM06/La_Infancia_Cuenta_2006.pdf
50. Voir Chen et Corak, 2005:13.
51. Selon Chen et Corak (2005), la proportion d'enfants vivant avec une mère ou un père ayant fait des études universitaires a augmenté pendant les années 1990. Aux États-Unis, la proportion des enfants dont le père a fait des études universitaires a augmenté de 24,4 p. cent en 1991 à 28,8 p. cent en 2000, et celle des enfants dont la mère a fait des études universitaires, de 16,4 p. cent à 23,2 p. cent pendant la même période. Les chiffres comparables pour le Canada sont, chez les pères, de 16,8 p. cent à 18,8 p. cent, et chez les mères, de 11,9 p. cent à 17,0 p. cent. Quant au Mexique, les chiffres sont, chez les pères, de 5,1 p. cent à 5,6 p. cent, et chez les mères, de 1,6 p. cent à 3,1 p. cent.
52. Ibid., p. 35.
53. Nancy Birdsall, « Rising Inequality in the New Global Economy », 2005 World Institute for Development Economics Research Annual Lecture, *WIDER Angle*, No. 2, 2005:3.
54. De 2000 à 2005, l'inscription à l'école primaire a augmenté de 95,8 p. cent des enfants d'âge scolaire à 97,2 p. cent; le taux des inscriptions à l'école secondaire a augmenté également de 84,6 p. cent à 91,5 p. cent pendant la même période. Source: Red por los Derechos de la Infancia en México, *La Infancia Cuenta en México, 2006*. www.infanciacuenta.org/Documentos/ICM06/La_Infancia_Cuenta_2006.pdf
55. Commission de coopération dans le domaine du travail, *North American Labor Markets*, Washington, 2003:1.
56. OCDE, *Economic Survey of Mexico 2005*, 12 septembre 2005. www.OCDE.org/document/8/0,3343,en_2649_20185_35307080_1_1_1_1,00.html
57. Bane et Zenteno, *Poverty and Place in North America*, 2005:4.
58. Andrew Sharpe, *A Comparison of Canadian and U.S. Labour Market Performance, 1989–2000*, Ottawa: Centre d'études des niveaux de vie, 2001:9.
59. National Bureau of Economic Research (2003). Business Cycle Dating Committee, National Bureau of Economic Research. By R. Hall, et al., tiré de www.nber.org/cycles/recessions.html, le 20 juillet 2005.
60. Development Data Group, World Bank, *2006 World Development Indicators Online*. Washington, DC: The World Bank, 2006. http://publications.worldbank.org/e-commerce/catalog/product?item_id=631625
61. Ibid.
62. Le taux de l'emploi est le rapport entre les emplois et la population chez les personnes de 15 à 64 ans. Toutes les données de l'OCDE, *Perspectives de la population active*, par indicateurs de sexe et d'âge, ont été tirées de <http://stats.OCDE.org/> le 16 juillet 2007. www.oecdbookshop.org/oecd/statistics.asp?lang=fr
63. Le niveau d'emploi parmi les Américains de 15 à 64 ans a augmenté constamment de 1990 à 2000, à mesure que l'entrée des femmes dans le marché du travail se poursuivait, bien qu'à un rythme plus lent que celui observé dans les années 1970 et 1980. Le rapport entre les emplois et la population a atteint son sommet en 2000 à 74,1 p. cent et a chuté par la suite; en 2005, le rapport entre les emplois et la population était de 71,5 p. cent – 77,6 p. cent chez les hommes et 65,6 p. cent chez les femmes.
64. Données de l'OCDE et des *Perspectives de la population active*, par indicateurs de sexe et d'âge, tirées de <http://stats.OCDE.org/> le 16 juillet 2007. www.oecdbookshop.org/oecd/statistics.asp?lang=fr.
65. Le rapport entre les emplois et la population chez les Mexicaines a augmenté de 7,3 points de pourcentage de 1991 à 2005.
66. Maria Elena Vicario, Sandra Polaski et Dalil Maschino, *Les marchés du travail en Amérique du Nord : Principaux changements depuis l'ALENA*, Washington, DC: Secrétariat de la Commission nord-américaine de coopération dans le domaine du travail, 2003. www.naal.org/french/study8.shtml.
67. Par exemple, en 2000, moins de 1 p. cent des enfants non pauvres au Canada vivaient dans des ménages où personne ne gagnait un revenu comparativement à 26,9 p. cent des enfants pauvres. Les chiffres respectifs pour le Mexique étaient de 2,6 p. cent pour les enfants non pauvres et 6,0 p. cent pour les enfants pauvres, et aux États-Unis, de 0,4 p. cent pour les enfants non pauvres et 13,7 p. cent pour les enfants pauvres.

68. Même les emplois à temps plein à l'année longue ne représentent pas toujours une mesure de protection. Par exemple, un enfant sur sept aux États-Unis (14,7 p. cent) vivant dans une famille où les personnes gagnant un salaire avaient effectué plus de 50 semaines de travail par année était pauvre, une augmentation de un sur dix (11,1 p. cent) en 1991. Au Canada, un enfant sur 12 vivant dans une famille où des personnes avaient un emploi toute l'année était pauvre en 2000 (8,3 p. cent), une légère augmentation par rapport à 1991 (7 p. cent). En d'autres mots, chez les enfants pauvres, 58,8 p. cent et 48,9 p. cent aux États-Unis et au Canada, respectivement, vivaient dans des ménages où la combinaison des semaines d'emploi rémunéré dépassaient 50. [Aucune donnée n'est disponible pour le Mexique pour cette variable.]
69. Economic Policy Institute, « Executive Summary », *The State of Working America, 1998–99*, Washington, 1999:15.
70. Aux États-Unis, la moyenne des heures de travail par personne occupant un emploi était de 1 825 en 1983, de 1 842 en 1994, et de 1 809 en 2004. Au Canada, les chiffres respectifs sont de 1 780, 1 780 et 1 752. Source : OCDE, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2007*, Annexe statistique, tableau F, 2007.
71. La croissance de l'emploi n'a pas touché uniquement les couples mariés. En même temps que le réforme de l'aide sociale, de fortes demandes du marché du travail ont également mené à de très importantes augmentations des taux d'emploi des mères seules. Chez les familles pauvres dont le chef est la mère, les heures de travail ont augmenté de 40 p. cent en 1990, beaucoup plus que tout autre type de famille. Source : Economic Policy Institute, « Executive Summary », *The State of Working America, 2000–2001*, Washington, 2001:4.
72. Armine Yalnizyan, *Les riches et nous : le visage changeant de l'écart croissant au Canada*, Ottawa: Centre canadien de politiques alternatives, 2007:22.
73. *Socio-Economic Database for Latin America and the Caribbean* (CEDLAS et la Banque mondiale). Accessible à www.depeco.econo.unlp.edu.ar/cedlas/sedlac/statistics.htm#employment.
74. OCDE, 2007, Table F.
75. S. Lee, D. McCann et J.C. Messenger, *Working Time around the World: Trends in Working Hours, Laws and Policies in a Global Comparative Perspective*, London and Geneva: Routledge and ILO, 2007.
76. Pour une étude comparative des horaires surchargés, voir Peter Burton et Shelley Phipps, *Families, Time and Money in Canada, Germany, Sweden, the United Kingdom and the United States*, manuscrit inédit, 2007.
77. *El Trabajo Infantil en México, 1995–2002*. Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática (INEGI) 2002.
78. À noter que 1991 était une année de récession au Canada et aux États-Unis, entraînant des pressions négatives sur les revenus des familles, et 2000 était près du sommet du cycle économique dans les deux pays. Au Mexique, 1992 a été une année positive en terme de croissance économique. L'impact de la crise du peso de 1994–1995 est reflété dans les chiffres sur les revenus en 1996. Le taux de croissance économique s'est amélioré en 1997 et s'est maintenu jusqu'à 2000. En 2001, les États-Unis et le Mexique sont entrés en récession. Par la suite, les deux économies ont enregistré une croissance lente jusqu'en 2003 quand la croissance a repris. L'examen qui suit sur les tendances en matière de revenu doit être interprété dans ce contexte.
79. On a utilisé les parités du pouvoir d'achat (PPA) pour comparer le revenu des familles dans l'ensemble des trois pays. Voir la note 8.
80. Les termes « après impôt et transferts » et « revenu disponible » sont utilisés de manière interchangeable dans ce rapport.
81. Les chiffres relatifs au Canada et aux États-Unis ont été calculés en utilisant la moyenne du taux de change de 2000; l'estimation du revenu mexicain a été préparée en utilisant la moyenne du taux de change en décembre 2000.
82. Economic Policy Institute, « Executive Summary », *The State of Working America, 2000–2001*, 2001:3.
83. U.S. Census Bureau, « Current Population Survey », *Annual Social and Economic Supplements*, consulté en direct à www.census.gov/hhes/www/income/histinc/f09ar.html.
84. Yalnizyan, 2007:36-37.
85. Le revenu médian des familles ayant des enfants de moins de 18 ans a augmenté de 2,5 p. cent pendant cette période, alors que le revenu disponible a enregistré une augmentation de 7 p. cent. (Yalnizyan, 2007:36–39).
86. Pour un examen détaillé des tendances au Mexique au cours des 20 dernières années, voir Jaime Ros et César Bouillon, « Chapter 9: México: Trade Liberalization, Growth, Inequality and Poverty », manuscrit non daté; Carlos Salas, « Between Unemployment and Insecurity in México: NAFTA enters its second decade », EPI Briefing Paper, No. 173: *Revisiting NAFTA: Still not working for North America's Workers*, Washington: Economic Policy Institute, 2006; et Carlos Salas et Enrique de la Garza, *The State of Working México*, Washington: American Centre for International Solidarity, 2003, www.solidaritycenter.org/content.asp?contentid=506.

87. Par exemple, de 1991 à 2003, la rémunération payée aux journaliers dans le secteur agricole a chuté sensiblement de 535 pesos à 483 pesos par mois, alors que les revenus des travailleurs agricoles indépendants se sont effondrés de 1 959 pesos à 228 pesos pendant la même période (tous les chiffres sont en pesos constants de 1993). (Salas, Table 2-3, 2006:46–47)
88. Les travailleurs au salaire minimum – représentant un travailleur mexicain sur six – ont vu la valeur de leurs revenus, en tant que proportion du revenu médian d'adultes à temps plein, chuter de 31 p. cent en 1990 à 19 p. cent en 2003, élargissant l'écart déjà considérable des salaires des travailleurs salariés. Source : OCDE, Minimum Wage Data Base; données extraites le 16 juillet 2007.
89. Salas, 2006:48.
90. Établies en 1965, les maquiladoras font référence à des installations de production spécialisées, chevauchant la frontière entre les États-Unis et le Mexique, qui ont le droit d'importer hors taxe des composantes. Les produits sont assemblés et ensuite exportés de nouveau vers les États-Unis et ailleurs. Le terme vient de « maquilar » signifiant « assembler » en espagnol mexicain.
91. Par exemple, de 1991 à 2000, le revenu marchand médian équivalent des familles ayant des enfants a augmenté de 12,0 p. cent au Canada et de 19,2 p. cent aux États-Unis, alors qu'il a chuté de 4,3 p. cent au Mexique pendant la même période. Si le revenu marchand avait suivi le rythme de la croissance du PIB per capita au cours des années 1990, le revenu marchand équivalent serait de 30 627 \$US de PPA au Canada, de 4 543 \$US de PPA au Mexique et de 32 317 \$US aux États-Unis. Cela représente une différence de 7 157 \$ au Canada, de 1 284 \$ au Mexique, et de 6 814 \$ aux États-Unis. L'écart de prospérité continue de s'élargir depuis 2000, particulièrement aux États-Unis où les revenus médians des familles ont chuté par rapport aux niveaux de 2000.
92. U.S. Census Bureau, Table H-4. *Gini Ratios for Households, by Race and Hispanic Origin of Householder: 1967 to 2006*, consulté en direct à www.census.gov/hhes/www/income/histinc/h04.html, le 2 octobre 2007.
93. Statistique Canada, *Revenu au Canada 2005*, juin, N° au catalogue No. 75-202-XIE.
94. Isabel Guerrero, Luis Felipe López-Calva et Michael Walton (2006), *The Inequality Trap and Its Links to Low Growth in México*, ébauche 2006. <http://iepecdg.com/DISK%201/Arquivos/Leiturassugeridas/walton-ingles-24-11-17122006.pdf>
95. Voir Economic Policy Institute, « Revisiting NAFTA: Still Not Working for North America's Workers », Briefing Paper, Washington, DC: Economic Policy Institute, 2006, No. 173.
96. Cela se compare à seulement un travailleur sur 20 (6,4 p. cent) en Suède et à seulement un sur six en Allemagne (15,8 p. cent), par exemple. Source : OCDE, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2007*, Annexe statistique, tableau H.
97. Pour consulter une récente étude sur les emplois à faible salaire aux États-Unis, voir Eileen Applebaum, Annette Bernhardt et Richard J. Murnane, éd., *Low-Wage America: How Employers Are Reshaping Opportunity in the Workplace*, Russell Sage Foundation. Cited online January 28, 2004, à www.russellsage.org.
98. Teresa Janz, *Les emplois peu rémunérés et l'ascension professionnelle, 1996–2001*, Statistique Canada, Série de documents de recherche—Revenu, n° au catalogue 75F0002MIF—n° 003, 2004; René Morissette et Garnett Picot, *Le travail peu rémunéré et les familles économiquement vulnérables depuis 20 ans*, Statistique Canada, n° au catalogue 11F0019MIF2005248 n° 248, April 2005.
99. OCDE, *Economic Survey, México, 2003/2004*, July 28, 2004.
100. Voir Jaime Ros et César Bouillon, « Chapter 9: México: Trade Liberalization, Growth, Inequality and Poverty », manuscrit non daté:10.
101. Voir note 76.
102. UNICEF, 2005:23.
103. Voir Gosta Esping-Andersen, *The Three Worlds of Welfare Capitalism*, Princeton University Press, 1990; Geoff Wood et Ian Gough, « A Comparative Welfare Regime Approach to Global Social Policy », *World Development*, 2006, Vol. 34, No. 10; Julia O'Connor, Ann Orloff et Sheila Shaver, *States, Markets, Families*, Cambridge University Press, 1999; Sheila Kamerman, et al., « Social Policies, Family Types and Child Outcomes in Selected OECD Countries », Paris, France: *OCDE Working Paper*, 2003.
104. Dans cette analyse, nous examinons la proportion des enfants vivant dans un ménage qui reçoit des revenus des programmes gouvernementaux. Nous avons inclus tous les programmes gouvernementaux possibles ici et non pas seulement ceux qui ciblent les familles ayant des enfants. Ces programmes comprennent : allocations pour enfant ou famille, indemnisation de chômage, prestation de maternité, indemnités pour militaires ou anciens combattants, allocations

en espèces liées aux ressources telles que l'aide sociale de base, les prestations en argent d'assurance maladie, indemnités pour un accident, retraite sociale, prestations quasi-espèces (des prestations qui sont des paiements en nature, mais qui ont une valeur en espèces telle que des allocations de loyer liées aux ressources et des coupons alimentaires). Les remboursements provenant de programmes d'économie d'impôts tels que le *Earned Income Tax Credit* américain et la prestation fiscale canadienne pour enfants sont traités comme un programme d'allocation en espèces lié aux ressources. Cette analyse ne comprend pas les avantages en nature tels que les soins de santé offerts en vertu d'un programme national d'assurance-santé, ou un logement social. Il s'agit d'une limite importante dans la compréhension de l'étendue et de l'impact de l'État providence. Voir Irwin Garfinkel, Lee Rainwater et Timothy Smeeding, « Welfare State Expenditures and the Redistribution of Well-being: Children, Elders and Others in Comparative Perspective », *LIS Working Paper*, 2005, No. 387, www.lisproject.org/publications/LISwps/387.pdf.

105. Les transferts sociaux incluent les allocations familiales, les prestations d'invalidité et de maladie, les dispositions formelles de garde d'enfants et l'assurance-emploi.
106. UNICEF, 2005:23.
107. *Ibid.*:24.
108. OCDE, *Base de données sur les dépenses sociales 1980–2003*. Accessible à www.oecdbookshop.org/oecd/display.asp?K=5LMQCR2KBGQ8&<%=prop%>&sf1=RegularIdentifier&st1=REG-1053C3&sf2=AvailabilityCode&st2=50,55,60,80,100&sort=sort_date/d&ds=OECD%20Social%20Expenditure%20Database&lang=fr&m=1&dc=1&plang=fr
109. Chen et Corak, 2005:10.
110. Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables des services sociaux. *La Prestation nationale pour enfants – Rapport d'étape 2005*, 2007. www.nationalchildbenefit.ca/ncb/Progress_Reports/2005/pdf/pne_rapport_etape_2005.pdf.
111. OCDE, *Base de données sur les dépenses sociales 1980–2003*. Accessible à http://www.oecdbookshop.org/oecd/display.asp?K=5LMQCR2KBGQ8&<%=prop%>&sf1=RegularIdentifier&st1=REG-1053C3&sf2=AvailabilityCode&st2=50,55,60,80,100&sort=sort_date/d&ds=OECD%20Social%20Expenditure%20Database&lang=fr&m=1&dc=1&plang=fr.
112. Chen et Corak, 2005:10.
113. Adam Carasso, Eugene Steurele et Gillian Reynolds, *Kids' Share 2007: How Children Fare in the Federal Budget*, Washington: Urban Institute, 2007:21.
114. *Ibid.*:11–19.
115. P. Villatoro, « Conditional cash transfer programmes: Experiences from Latin America », *CEPAL Review*, August 2005, Vol. 86.
116. OCDE, « Economic Survey of México, 2007 », *OECD Observer*, octobre 2007.
117. Chen et Corak, 2005:12.
118. Nancy Birdsall, « Inequality Matters: Why Globalization Doesn't Lift all Boats », *Boston Review*, March/April, 2007. <http://bostonreviewnet/BR32.2/birdsall.html>,
119. Michael Walton et Gladys Lopez-Acevedo, *Poverty in México: An Assessment of Conditions, Trends and Government Strategy*, Washington: World Bank, 2005.
120. Voir Miriam Wasserman, « The Impact of North American Integration on Children », *Children in North America, Background Paper*, 2005:24–25.

Remerciements

Un projet de cette ampleur puise aux talents de nombreuses personnes. L'équipe du projet *Les enfants en Amérique du Nord* désire reconnaître et remercier tous ceux et celles qui ont offert leur énergie et leur expertise au projet *Grandir en Amérique du Nord*. Nous voulons exprimer notre appréciation tout particulièrement au personnel de l'Annie E. Casey Foundation pour son soutien dans nos efforts pour développer une nouvelle série de rapports sur les enfants de la région. De plus, nous sommes très reconnaissants de l'appui reçu du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (subvention n° 311136).

Katherine Scott du Conseil canadien de développement social (CCDS) est la principale auteure du rapport *Le bien-être économique des enfants au Canada, aux États-Unis et au Mexique*.

ÉQUIPE DU PROJET

CANADA – CONSEIL CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Katherine Scott

Louise Hanvey

Gail Dugas

Angela Gibson-Kierstead

Blayne Haggart (Université Carleton)

MEXIQUE – RED POR LOS DERECHOS DE LA INFANCIA EN MÉXICO

Gerardo Sauri Suárez

Nashieli Ramírez Hernández

Georgina García Vilchis

Patricia Carmona Hernandez

ÉTATS-UNIS – THE ANNIE E. CASEY FOUNDATION

Frank Farrow

Laura Beavers

Rachel McIntosh

Bill O'Hare

Nonet Sykes

Connie Dykstra

ÉTATS-UNIS – POPULATION REFERENCE BUREAU

Mark Mather

Kelvin Pollard

RÉVISEURS EXPERTS

Un groupe de réviseurs experts a contribué de manière exceptionnelle à ce rapport. Nous les remercions sincèrement de leur contribution.

Canada

Laura Macdonald

Professeure et directrice du Département de Sciences politiques
Directrice, *Centre on North American Politics and Society*
Université Carleton

Shelley Phipps

Maxwell Chair in Economics, Dalhousie University
Membre de l'Institut canadien de recherches avancées

États-Unis

Barbara Boyle Torrey

Bixby Visiting Scholar, Population Reference Bureau

Mexique

Margarita Griesbach Guizar

Directrice, Oficina de Defensoría de los Derechos de la Infancia



LE PROJET SUR LES ENFANTS EN AMÉRIQUE DU NORD

www.childreninnorthamerica.org

The Annie E. Casey Foundation

701 St. Paul Street
Baltimore, Maryland 21202
Phone: 410.547.6600
Fax: 410.547.6624
www.aecf.org



Canadian Council on Social Development
Conseil canadien de développement social

190, rue O'Connor, bureau 100
Ottawa (Ontario)
Canada K2P 2R3
Tél : 613.236.8977
Télécop : 613.236.2750
www.ccsd.ca



Av. México Coyoacán No. 350 Col. General Anaya
C.P. 03340 México DF
Tels : 56 04 24 66 / 56 04 32 39 / 56 04 24 58
www.derechosinfancia.org.mx